

# LE PEUPLE A BESOIN DES SERVICES

## Le Manifeste

Journal communiste

DEBOUT  
LES DAMNÉS

Les « Lustucru »

Pages 4 et 3

n°9 - septembre 2004

# UN AN APRÈS



Fête de l'Humanité 2003

## ÉDITO

**I**l y a un an, nous sortions le numéro 0 du Manifeste lors de la Fête de l'Humanité.

Cette initiative était le fait de militants communistes, qui avaient (et ont toujours) sur certains sujets des opinions différentes mais que réunissait une conviction commune : il faut s'unir et agir pour que vive le courant communiste et révolutionnaire.

En un an, Le Manifeste a commencé à faire la preuve de son utilité.

Il a défendu un point de vue de classe sur les questions sociales et politiques françaises. Il a pris position sans ambiguïté contre la Constitution européenne, contre l'Europe capitaliste et supranationale, pour la défense de la souveraineté des peuples et des nations, pour la paix et la coopération.

C'est grâce à lui qu'il y a eu en France un journal communiste pour manifester clairement notre solidarité avec la résistance populaire en Irak.

Grâce au Manifeste, il y a dans ce pays un journal qui mène campagne pour la solidarité envers Cuba socialiste.

Dans Le Manifeste ont pu s'exprimer des militants

communistes dont on n'entend quasiment jamais la parole, qu'ils soient grecs, cubains, russes, irakiens engagés dans la résistance ou Sud Africains. C'est dans Le Manifeste aussi que s'exprime notre opinion de communistes français, contre l'impérialisme, pour le socialisme autogestionnaire et la démocratie.

C'est Le Manifeste qui, régulièrement, consacre des pages au marxisme, dans sa diversité et sa vigueur critique, et s'attache à renouer avec un travail populaire d'éducation théorique.

C'est dans Le Manifeste que peuvent s'exprimer aussi les créateurs qui unissent la liberté artistique et l'engagement révolutionnaire.

Sans esprit de chapelle et sans sectarisme, il entend contribuer à reconstruire l'union des communistes, sur des bases à la fois combatives et ouvertes.

Déjà, plus d'un millier de lecteurs a commencé à s'y reconnaître.

Mais pour beaucoup encore, Le Manifeste reste à découvrir.

Ensemble, faisons-donc ce qu'il faut pour le faire connaître autour de nous !

Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck

## à vif.....

**Raffarin président  
Ou  
Comment s'en débarrasser ?**

**R**affarin n'a plus la pêche. Tant qu'il gagne, ses amis sont autour de lui, mais maintenant qu'il perd, ses amis s'inquiètent. Pas pour lui. Pour leur carrière. Devant cette difficulté, on se demande ce que Chirac va encore inventer. Surtout qu'il vient de dépasser les deux ans de sa durée de fiabilité, ce qui le rend imprévisible. Premier ministre chez Giscard, au bout de deux ans il se fait virer. Enfin Président de la République, au bout de deux ans c'est lui qui vire l'Assemblée qui lui donnait pourtant une bonne majorité et voilà ses amis fidèles condamnés à cinq ans de traversée du désert. Alors aujourd'hui tout est à craindre.

Heureusement, on a eu l'idée : il faut proposer à Raffarin une promotion, faire du Premier ministre un Président. Comme il avait montré, au soir d'une élection européenne calamiteuse, qu'il était plus branché Euro-football qu'Euro-politique, il serait sans doute content de se recycler football. Président d'un club prestigieux ? Pourquoi pas l'OM ou le PSG ? On l'interroge. Il fait la moue. « Je ne suis pas technicien, dit-il. Entre un coup franc et un coup fourré je ne sais pas faire la différence. » Toujours trop modeste, l'ami Jean-Pierre. On continue à négocier. Dans la discussion quelqu'un lâche : « Et capitaine de l'Équipe de France ? » Jean-Pierre sourit : « Ah ! oui, c'est la classe ! surtout si la France gagne. » Mais voilà l'équipe perd à son tour. Raffarin restera Premier ministre.

Bernard-G. Landry

## LA RAISON TONNE EN SON CRATÈRE Henri Lefebvre : une allure vagabonde ?

EN BREF

De 3 500 à 1 500  
De la fin de l'année 1986 à la fin de l'année 2000, le nombre des entreprises contrôlées majoritairement, directement ou indirectement par l'État est passé de 3 500 à 1 500 environ. Ces entreprises représentent 8 % de l'emploi, contre 19 % quinze ans plus tôt.

**Baisse du budget**  
Les annonces concernant le budget 2005 laissent prévoir des coupes considérables dans la fonction publique de l'État : amputation de 7 milliards d'euros de crédits, 17 000 emplois supprimés... À cela il faut bien sûr ajouter toutes les suppressions résultant de la mise en extinction du dispositif « emplois jeunes » et la réduction des emplois en Ces.

**Augmentations en perspective**  
La décision du Parlement était à peine prise de transformer Edf et Gdf en société anonyme que déjà la direction d'Edf annonçait sa volonté d'augmenter les tarifs. On parle de 15 % pour les professionnels et de 20 % pour les usagers.

**Sondage**  
Selon un sondage Csa-L'Humanité-Nvo, 45 % des Français contre 44 % sont favorables à la privatisation d'Edf. Ils étaient 70 % en novembre 2003. Dans le même temps, 97 % des personnes interrogées reconnaissent l'utilité publique d'Edf.

**Le coût de la fonction publique**  
Les données chiffrées des dépenses induites par la fonction publique font apparaître une évolution. Elles passent de 44 % en 2002 à 45 % en 2003. Mais dans le même temps le Pib a lui progressé de 1,99 %, ce qui induit que la part des richesses créées consacrées à la fonction publique a en fait baissé. De 8,26 % en 1999, elle passe à 7,99 % aujourd'hui. Un peu plus d'1/4 de point de part de Pib, représente la bagatelle de 4 milliards d'euros ! Il y a 20 ans, les dépenses induites de la fonction publique représentaient 10,9 % du Pib. On ne peut pas dire que la fonction publique coûte de plus en plus cher.

**Non titulaires**  
Il y a dans la fonction publique environ 435 000 agents non titulaires, soit près de 17 % de l'effectif global.

Dire que mon voisin il ne connaît même pas Le Manifeste

# Les services un avenir car en ont besoin

*Le Manifeste lance le débat sur l'avenir du service public qui occupe une place centrale dans nos sociétés. Il publie ici un entretien avec Michel Dauba. Michel Dauba a été dirigeant syndical de 1969 à 1982, puis membre du Comité central du Pcf de 1982 à 1999. Il y a notamment été responsable de l'activité sur les services publics. Il a publié au Temps des Cerises, il y a quelques mois, un ouvrage avec Michel Rizzi *Services publics, pour changer la société avec de nouvelles entreprises publiques.**

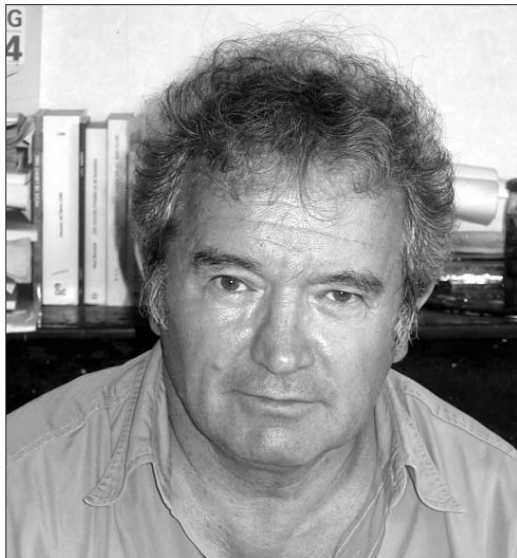


Photo Patricia Lanour

**Les services et entreprises publiques sont aujourd'hui remis en cause. On nous parle de modernisation indispensable qui ne peut passer que par la privatisation ou l'ouverture du capital. Avant d'examiner les conséquences de cette crise, il semble nécessaire de déterminer ce qui caractérise le service public en France.**

Ce qui est en question avec les services publics c'est de maintenir ou non la maîtrise publique, celle de la collectivité sur des activités qu'on estime indispensables pour chaque individu dans les conditions modernes de la société. C'est là l'esprit de la mise en place d'une grande fonction publique au moment de la Libération avec l'installation d'un statut et des grandes entreprises nationales. Il fallait que la puissance publique s'exerce

dessus. La première mission est de garantir à tous l'accès à un service de qualité et cela où qu'on soit. La deuxième mission est de développer des tarifs adaptés pour contribuer à la réduction des inégalités sociales. La troisième mission est de contribuer à l'aménagement du territoire. C'est tout cela qui est attaqué. La question est de savoir si, avec la politique menée aujourd'hui, on va pouvoir continuer à remplir ces missions. La réponse est non. Il suffit de regarder ce qui se passe dans les pays qui ont privatisé avant nous ; les transports en Grande-Bretagne ou l'électricité aux Usa. Et même en France. Depuis la loi Quilès de 1996, l'ouverture du capital de France-Telecom est réalisée. On s'aperçoit que la tarification se fait au détriment des petits usagers et au profit des gros. Il en va de même de l'aménagement du territoire. Les entreprises privées

ne sont pas incitées à aller vers la province ou, si elles le font, c'est avec une demande de participation des collectivités territoriales. Les entreprises au capital privé se comportent sur la base de la rentabilité financière. Edf demande déjà de pouvoir augmenter ses tarifs.

**Pourquoi la France a-t-elle pris du retard par rapport aux autres pays européens dans la privatisation de ses services publics ? Comment s'est mise en place cette déréglementation ?**

Entre l'acte unique en 1986 qui annonce la nécessité de la mise en concurrence et la première ouverture de capital en France, il se passe dix ans. Pendant plusieurs décennies, les capitalistes ont admis que la puissance publique fasse la mise à niveau. Les investissements étaient très lourds et le retour demandait beaucoup de temps. Ces conditions ont changé. Les temps de chantier sont raccourcis, les temps de rentabilité se sont reconstitués. Il redevient intéressant pour le capital privé de s'y intéresser, à ce qui est le plus

rentable, au moins. La construction européenne a été le vecteur principal de la déréglementation des services publics. Dès l'origine, le Traité de Rome affirme le principe de la mise en concurrence sur un marché libre et les services publics ont vocation à en être. En 1986, on donne le feu vert et différentes directives suivront. En même temps l'Europe dit ne pas se mêler des statuts. En somme, elle dit : « *Je ne demande pas la privatisation mais la mise en concurrence* ». Mais pour se conformer aux principes énoncés, les États doivent renoncer à financer leurs services publics et sont poussés



**France-télécom**  
C'est en 1990 que France-telecom a connu un changement majeur de statut avant sa privatisation partielle en 1997 et la mise en concurrence sur son secteur d'activité. Pour quels résultats ?  
- Le souci du bénéfice, les critères de rentabilité ont conduit les dirigeants à faire des choix désastreux pour France-télécom qui a accumulé plusieurs milliards d'euros de dette et de déficits dont le remboursement incombe aujourd'hui aux contribuables.  
- Pour les particuliers, le prix de l'abonnement au fixe a flambé. Il devient impossible de s'y retrouver dans le maquis des offres commerciales et la facture augmente en raison de tarifs des mobiles, quand, dans le même temps, elle a chuté de 25 % pour les entreprises.  
- 25 % de la population et 20 % du territoire n'ont toujours pas accès aux réseaux Internet à haut débit...



# publics ont les peuples

## La Poste allemande

La Poste en Allemagne est l'exemple mis en avant par la ministre de l'Économie et des finances français qui déclarait récemment : « Il faut donner à la Poste les mêmes chances qu'à son homologue allemand, Deutsche Poste qui a formidablement réussi. » Drôle de réussite !

De 1990 à 2003, les effectifs de la Poste en Allemagne sont passés de 390 000 à 230 000. Les structures de proximité ont chuté : de 328 centres de tri à 83, de 140 centres paquets à 33, de 11 000 bureaux de poste à 3 700. La proportion de fonctionnaires est descendue de 50 % à 30 %. En terme de qualité, l'office de régulation allemand le situe très en deçà des 90 % annoncés et parle même de mécontentement grandissant devant ce qui est ressenti comme une dégradation du service public.

à ouvrir le capital. C'est ainsi que les États-nations transposent les directives européennes en droit national. Les États-nations ne peuvent prétendre subir les directives, ils y participent puisqu'ils ont donné leur accord, ils sont dans l'Europe. Les États ont une certaine marge de manœuvre, ils ont la possibilité de préserver le caractère public de leurs entreprises.

Il faut donc s'interroger sur l'attitude du gouvernement de gauche à partir de l'ouverture de France Telecom en 1996. Par exemple, quand le ministre des Transports décide l'ouverture du capital d'Air-France : il fallait alors mettre à disposition d'Air-France 20 milliards de F pour son développement. La Cour de justice européenne s'est opposée à ce financement public au nom de la concurrence. Le compromis final a été l'autorisation de recapitaliser de 20 milliards à condition que le gouvernement donne la preuve que c'était bien la dernière fois et s'engage dans le processus de privatisation. On peut regretter que Jean-Claude Gaysot ne l'ait pas expliqué publiquement et ait cru bon théoriser sur la composition du capital en prétendant que l'ouverture n'était pas la privatisation. Il a ainsi avalisé la position permanente du Ps qui caractérise le service public par le seuil minimum de 50 % de participation publique et non par ses missions.

On mesure les conséquences d'une telle dérive quand on voit le gouvernement Raffarin commander, quelques années plus tard, un rapport d'experts sur le thème de « L'État actionnaire », sous-entendu : l'État est un actionnaire comme les autres donc le souci est de rentabiliser. Où sont donc passées les missions ?

On ne peut pas non plus passer sous silence le rôle de l'Omc et de l'Agcs (Accord général sur le commerce des services) à

l'échelle mondiale. Les objectifs sont les mêmes dans des conditions d'ouverture à la concurrence du marché mondial dominé par les Usa. C'est l'Union européenne et non ses pays membres qui participe aux négociations de l'Agcs. Les décisions seront imposées à l'ensemble des 145 pays de l'Omc même s'ils n'ont pas pris part aux négociations.

**Compte tenu de cette situation, peut-on affirmer que les services publics ont un avenir ? Existe-t-il une possibilité de faire reculer les privatisations quand on voit que la lutte exemplaire menée par les agents Edf n'a pas permis de surseoir à la privatisation ?**

Les services publics ont un avenir car les peuples en ont besoin. Le dégât des privatisations sont vécus concrètement. À court terme, les luttes sont possibles. Tous les sondages montrent l'attachement des Français tant aux services publics qu'aux entreprises publiques, entre 60 et 70 %. Un premier problème se pose, les luttes sociales ne concernent que les agents alors qu'ils ne se battent pas sur des revendications corporatistes mais pour l'intérêt général. Il est urgent que les forces progressistes se tournent vers les usagers, leurs associations et les élus locaux pour s'engager dans des combats concrets qui déjà se multiplient. Toutes ces luttes comme celles contre des fermetures de gares ou de bureaux de poste, contre les saisies et les expulsions s'avèrent insuffisantes à modifier les projets du capital, des libéraux voire des socio-libéraux. Mais elles sont essentielles par leur enracinement local qui atteste des dégradations et qui rassemble. À nous de faire de la politique et d'y poser les problèmes gouvernementaux, européens, mondiaux. Car avec le service public, c'est

d'hui qui, sans rendre caduques les missions, exigent un examen renouvelé et beaucoup plus large des besoins mêmes de services publics. Par exemple, les entreprises publiques ne peuvent plus s'abstraire de défis nouveaux comme l'écologie et la préservation de la nature, leur rôle face aux phénomènes d'exclusion doit être retravaillé. Elles doivent prendre à bras le corps l'ensemble des questions comme celles de la formation ou de la culture. Il faut travailler à l'élargissement des missions du service public.

Enfin bien que nous contestions son contenu libéral dévastateur, la mondialisation correspond à une réalité : celle de l'interdé-

ce que pourraient être des missions de services publics à l'échelle européenne ou mondiale et être capables d'offrir une alternative en matière de financement des services. L'État peut faire plus. Nous ne pouvons pas accepter sans discussion les contraintes de limites budgétaires imposées. Mais cet effort possible des États-nation ne suffit pas, sauf à augmenter la fiscalité de manière insupportable. Il faut donc réfléchir à une réforme en profondeur de la fiscalité en s'attaquant aux actifs et profits des entreprises privées et en même temps envisager une réforme du crédit considérant celui-ci comme un véritable service public pour financer la recherche, la formation, etc... C'est là que peut être dégagé l'essentiel des moyens nouveaux de développement.

On voit donc bien comment, partant des luttes locales les plus révélatrices des enjeux comme des luttes d'opposition aux privatisations comme à Edf par exemple, il y a urgence à clarifier les enjeux politiques de transformation de la société.

Dossier établi par Patricia Latour



Photo Patricia Latour

tout le changement de société qui se trouve posé : domination totale du marché de la concurrence et démission du politique devant l'économie libérale ou reconnaissance de toutes les activités humaines et réponse au besoins des peuples et des continents sous-développés. L'avenir est donc à faire reconnaître un secteur non marchand appelé à se développer au détriment du marché et des capitaux financiers c'est-à-dire hors des rapports capitalistes. Ce qui suppose une volonté politique qui ne pourra se développer que grâce à un mouvement des idées dans la société elle-même.

Probablement faut-il envisager aujourd'hui, bien au-delà d'une simple défense certes nécessaire et urgente des services et des entreprises publics tels que nous les concevons depuis la Libération, un projet de développement correspondant aux défis de l'humanité d'aujourd'hui

- Les chemins de fer anglais**
- Depuis la privatisation de 1993, la situation des chemins de fer anglais ne fait qu'empirer :
  - + Un coût prohibitif pour l'État anglais (et donc pour les contribuables)**
  - La privatisation de Malttrark, la société gestionnaire du réseau ferré, a coûté environ 3,5 milliards d'euros
  - En 1998, les bénéfices cumulés des sociétés du rail se sont élevés à 17 milliards d'euros, essentiellement reversés en dividendes confortables, pendant que l'État leur versait une subvention de 2,7 milliards d'euros.
  - La remise en état du réseau ferré britannique est estimée à 70 milliards d'euros
  - + Un délabrement du service rendu aux usagers :**
  - De graves accidents mortels à répétition, totalement inédits jusqu' alors, ont eu lieu en 1999, 2000 et 2002.
  - 1 train sur 5 est en retard et, en 2001, le retard cumulé de tous les trains représentait l'équivalent de 3 500 années !

pendance des peuples à l'échelle de la planète. Autant de questions qui doivent nous amener à proposer un modèle de développement des services publics autre que libéral. Car les solutions libérales sont des réponses perverses à des problèmes et des défis réels. Il faut réfléchir à

AUSSI...

Concertations sur le service minimum

Le ministre des Transports, Gilles de Robien, va engager les concertations sur le service minimum. Il affirme que ce dossier devra trouver sa solution dans les mois qui viennent. Le ministre va démarrer sa concertation avec partenaires sociaux et usagers en recevant le secrétaire général de la Cfdt, François Chérèque. En cas de grève, le rapport Mandelkern, rapport d'experts remis fin juillet au ministre, préconise une déclaration individuelle de grève 48 heures à l'avance, proposition unanimement dénoncée par les syndicats.

Il n'y aura pas de jour férié musulman ou juif

Le ministre de l'Éducation nationale, François Fillon, a affirmé qu'il n'y aurait pas de jour férié musulman ou juif dans les établissements scolaires. « On vient de supprimer un jour férié dans notre pays, ce n'est pas pour en créer de nouveaux », a-t-il déclaré.

En Allemagne, ça bouge !

L'étude réalisée par l'Institut de la Statistique fait état d'une tendance à la hausse de l'inégalité et de la pauvreté en Allemagne. Cette étude s'appuie sur la situation de 2002, et ne tient pas compte des conséquences de la réforme des soins de santé, des modifications de l'assurance pension, ni des mesures de réglementation du chômage. 130 000 personnes dans 160 villes allemandes sont descendues dans la rue à la fin du mois d'août pour manifester contre le nouveau plan social du gouvernement socialiste et des Verts. Faut-il une étude de ce genre pour que ça bouge en France ?

Les « mini-jobs » ne réduisent pas le chômage

C'est la conclusion d'une étude réalisée par l'Institut allemand de la recherche économique, bien que le gouvernement se soit félicité du succès remporté par les mini-jobs (6,4 millions en juin 2003). Ils n'ont pas créé d'emplois, car ils sont compensés par la disparition d'emplois réguliers à temps plein ou à temps partiel. Ils touchent l'économie domestique, les services de nettoyage, et le commerce. Ce sont surtout les femmes qui sont touchées (75 %).

Si l'on s'en souvient, cela n'avait pas été très probant en France non plus malgré l'engouement qu'ils avaient suscité chez nos dirigeants avant la mise en place des emplois-jeunes...

Les Lustucru d'Arles

# Sauver l'emploi

Les 146 salariés de Lustucru riz à Arles luttent depuis plusieurs mois pour sauver leur emploi. Les patrons voyous de l'entreprise filiale de Panzani, elle-même contrôlée par BNP Paribas, ont pris prétexte d'une catastrophe naturelle pour en provoquer une autre ; les conséquences du froid calcul égoïste du capitalisme.



Photo CGT Lustucru

« **S**inistre d'Arles : la première vague venait d'une digue du Rhône, la deuxième viendrait d'un dingue de la vallée du Rhône », L'accueil du site internet des Lustucru d'Arles\* n'y va pas par quatre chemins. Il faut dire que la liste noire des patrons voyous peut s'enrichir d'un nouveau nom avec celui du patron de Lustucru qui n'est autre qu'une filiale de Panzani, entreprise elle-même contrôlée par PAI, entendez par là Paribas Affaires industrielles dont l'activité consiste à conseiller et gérer des fonds d'investissement ainsi que le portefeuille de participations de BNP Paribas.

Les inondations du Rhône de décembre 2003 avaient déjà fait de nombreuses victimes, elles continuent d'en faire et c'est bien « le dingue », qu'on ne peut classer parmi les catastrophes naturelles, qui en est responsable. Ainsi les 146 salariés de Lustucru Arles sont menacés, après avoir pour une bonne part vécu dans leur propre chair les dégâts des inondations, d'être purement et simplement licenciés.

## Une grande détermination

Pour Serge Bonutti, délégué syndical Cgt de l'entreprise, c'est proprement honteux : « L'usine est restée inondée quinze jours. La direction a alors demandé au personnel aidé de l'armée et de l'État de nettoyer les lieux pour faire redémarrer l'activité. Le temps passant, nous avons commencé à nous poser des questions. Trois options nous ont été présentées : la réhabilitation de l'usine d'Arles, la construc-

tion d'une usine neuve à quelques kilomètres et la fermeture du site avec sous-traitance de la filière riz à des entreprises étrangères. Le 26 mars, la direction nous informait que sur les trois options en vis a g e s ,

c'est la dernière qui était retenue. Nous avons immédiatement décidé d'occuper le site. » Depuis cette date, les salariés unis occupent en permanence l'usine même si, comme le souligne Serge Bonutti « C'est parfois difficile, comme pendant la période de congés qui vient de passer. Mais il existe une grande détermination du personnel pour défendre l'emploi et nous

dence que la direction qui affirme qu'il vaut mieux sous-traiter à l'étranger que de réhabiliter l'usine nous ment. Les différentes tables-rondes organisées par la préfecture suite à notre action le montrent aussi. Les propositions faites par les collectivités territoriales, les pouvoirs publics et l'Europe, ajoutées à l'argent des assurances, en tout 49 millions d'Euros, suffisent à relancer le site. L'activité riz est très rentable pour Panzani, elle lui rapporte 12,5 millions d'euros par an. »

## Au mépris de la production française

Les études montrent que si l'usine est réhabilitée, le groupe Panzani augmenterait ses bénéfices de 2,2 millions d'euros, de 2,7 millions si elle

ont du souci à se faire aussi, puisque c'est un tiers de leur production qui est traitée ici.

## Sauver l'emploi

Autant de raisons qui motivent la poursuite de la lutte à Arles. « On est en train de réfléchir collectivement à la démarche à initier, souligne Serge Bonutti. On est dans les négociations du plan de licenciement mais l'assignation est suspendue pour permettre d'envisager la reprise. On travaille sur différentes propositions dans le cadre de la sauvegarde de l'emploi. Nous menons toutes nos actions avec esprit de responsabilité, sans provocation ni casse. Mais nous sommes déterminés. Le 9 août dernier, en pleine période de congés, 80 salariés sur les 146 étaient présents. Plus personne ne conteste notre dossier, la possibilité de redémarrage existe. » La lutte est soutenue par le maire communiste d'Arles et le Président du Conseil régional socialiste. Le dossier a été porté au niveau du ministère et Nicolas Sarkozy a reçu les représen-



Photo Antineta

sommes prêts à aller jusqu'au bout. »

Pourtant, en septembre 2002, au moment du rachat de Lustucru, créateur de la marque « Taureau ailé », Guy Callejon, Pdg de Panzani, ne tarissait pas d'éloges : « L'acquisition de Lustucru représente une opportunité majeure pour Panzani de prendre une position forte dans les marchés attractifs des pâtes fraîches et du riz. Lustucru a, au cours des dernières années, démontré une capacité réelle à développer son leadership sur ses marchés. » Deux ans après, cette constatation serait-elle devenue fautive ? Non ! affirme avec force Serge Bonetti : « Avec notre expert-comptable, nous avons mis en évi-

est reconstruite et seulement de 914 000 euros si elle sous-traite. Alors pourquoi faire le choix de la sous-traitance si cela lui rapporte moins ? « Tout simplement parce que nous avons découvert, affirme Serge Bonutti, que Panzani pourrait être racheté par une entreprise espagnole qui fabrique elle-même du riz et n'est donc pas intéressée par ce pan de l'activité. C'est ce rachat que prépare la direction de Panzani au mépris de la production française et de l'avenir des salariés de l'entreprise. Ils nous déposent en vendant à l'étranger. » Les riziculteurs de Camargue qui fournissaient environ trente mille tonnes de riz brut à l'usine d'Arles qui les traite par étuvage et les conditionne

tants des salariés, le 16 juin à Bercy. Le ministre s'est engagé à intervenir auprès des actionnaires, mais il semble bien que les résultats ne soient pas à la hauteur des allègements fiscaux obtenus par Universal par exemple. « C'est scandaleux, lance Serge Bonetti. En fait les actionnaires cherchent à récupérer l'argent des assurances sans contrepartie. Pour nous il n'est pas question de négocier des licenciements mais de sauver l'emploi. »

Patricia Latour

\* <http://lusturizvivra.free.fr>



Bosch Vénissieux

# Le laboratoire du patronat

Interview de Serge Truscello, salarié de Bosch Vénissieux et délégué syndical central de Bosch France.

**Le Manifeste** : En juillet, les médias ont annoncé que les salariés de Bosch Vénissieux avaient accepté de travailler 36 heures payées 35 pour que la production ne soit pas délocalisée dans les pays de l'Est. Qu'en est-il ?

**Serge Truscello** : Depuis des années, la direction ne fait plus d'investissements sur le site de Vénissieux. Dernièrement, elle a expliqué que des lignes de production allaient fermer si les salariés n'acceptaient pas la baisse des coûts. La question des 36 heures est une des conséquences de l'accord signé entre la direction et les syndicats Cfdt et Cgc de l'entreprise sur une baisse globale de 12,1 % du coût salarial.

**LM** : Comment ces syndicats justifient-ils la signature de cet « accord » ?

**ST** : Ils partagent l'analyse de la direction : les salariés doivent consentir des sacrifices pour obtenir de nouvelles lignes de fabrication sur le site.

**LM** : Comment ont réagi les salariés ?

**ST** : Le site de Vénissieux fabrique des produits d'ancienne technologie qui seront arrêtés dans les années qui viennent. Bosch investit en Italie, en Allemagne, en

Hongrie, en République Tchèque, mais pas à Vénissieux. Le syndicat Cgt a alerté les salariés et il a posé des questions précises à la direction sur l'avenir du site. Nous estimons que d'ici à 2008, si rien ne change, le manque de charge de travail touchera 300 personnes.

La réaction première des salariés a été de refuser. Il y a eu des assemblées du personnel où on a voté des arrêts de travail. Et puis au fur et à mesure, la direction et la Cfdt ont réussi à convaincre le personnel qu'on ne pouvait pas faire autrement et qu'un accord sur la baisse des coûts serait un moindre mal.

Début juin à la suite de l'accord, la direction a adressé à chaque salarié un avenant à son contrat de travail à renvoyer signé. Sans réponse au bout d'un mois, elle considère qu'il y a accord tacite du salarié. Ceux qui renvoient l'avenant en le refusant sont licenciés. 2 % des salariés l'ont refusé, en majorité des gens qui ont 58 ans et plus et qui vont attendre la retraite.

**LM** : Un recours juridique est-il envisageable ?

**ST** : Non puisque l'accord a été signé entre un syndicat représentatif et la direction. Nous nous intéressons aux salariés qui ont refusé

la modification de leur contrat de travail : s'ils portent plainte individuellement auprès des Prud'hommes, un recours juridique est possible.

**LM** : Comment agit la Cgt face à cette situation ?

**ST** : Depuis longtemps, nous savons qu'il est nécessaire d'implanter sur le site d'autres lignes de fabrication. L'accord implique un investissement de 12 millions d'euros pour le « sauvetage » de 120 emplois : c'est totalement insuffisant. Et la direction a en plus refusé de s'engager sur une durée définie, en disant qu'elle ne pouvait apporter aucune garantie dans le temps !

La justification économique de cet accord est totalement irrecevable. Bosch prétend qu'il faut baisser les coûts de production pour rester compétitif. Mais il a 60 % du marché du diesel, et ses deux concurrents ont des coûts de production équivalents. Par ailleurs, même si Bosch perdait des parts de marché, le marché du diesel ne cesse de croître. Il n'y aurait donc pas de perte du chiffre d'affaires, au contraire. Sans compter que l'entreprise n'a aucune difficulté financière.

**LM** : Concrètement, quelles

sont les répercussions de cet accord pour les salariés ?

**ST** : Ça ne se traduira pas sur la paye, sauf la prime des salariés de nuit qui baisse. Il y a six jours de RTT en moins, la suppression du pont de l'Ascension qui jusque-là était payé, un jour de pris sur la formation professionnelle, le gel des salaires durant trois ans et la subvention du CE en baisse. Du coup, les salariés ne vont pas se rendre compte tout de suite de la baisse de leur pouvoir d'achat.

Cet accord est surtout une remise en cause de la réduction du temps de travail et du coût du travail. C'est le patronat allemand, un patronat de « pointe », qui s'y essaie, libérant ainsi les patrons français qui n'osaient pas s'attaquer aux « 35 heures » : le Médef s'est engouffré dans la brèche !

Il faut restituer Bosch dans le cadre de la construction européenne : c'est une politique de dumping du coût du travail qui risque de se généraliser au détriment des salariés s'ils n'y mettent pas un terme.

Propos recueillis par Caroline Andreani

SI, SI, C'EST VRAI !

Le nombre de millionnaires en Grande-Bretagne La progression de 85 % du nombre de millionnaires en Grande-Bretagne en l'espace de 3 ans s'explique par le renchérissement des prix de l'immobilier qui ont grimpé de 64 % sur les 10 dernières années. C'est Londres qui domine le « club britannique des millionnaires » : 41 % vivent dans la capitale. Si vous voulez faire fortune, vous savez ce que vous avez à faire...

Mutation arbitraire Après vingt-deux ans passés au rayon charcuterie de l'Intermarché de Flers, Annick vient d'être arbitrairement mutée en poissonnerie-boucherie. Sa faute : être la déléguée syndicale qui assure son mandat sans perturber le fonctionnement de son rayon. Un comité de soutien de 1000 personnes est déjà constitué. Bien que l'affaire ait été gagnée aux Prudhommes le patron refuse de la réintégrer dans son poste. Pour soutenir : ul-cgt-flers@wanadoo.fr.

Grève à France Télécom Les organisations syndicales de France Télécom appellent à une journée de grève le 7 septembre pour dénoncer la privatisation de l'opérateur. Dans un communiqué commun, les fédérations Cfdt, Cgc, Cgt, Fo et Sud condamnent le passage de l'État en dessous des 50 % du capital de France Télécom. Cette nouvelle étape dans la privatisation intervient dans un contexte lourd à France Télécom : suppressions d'emplois, conditions de travail dégradées, service rendu amoindri.

Accès à l'eau et à l'assainissement Un rapport de l'Oms et de l'Unicef signale que plus de 2,6 milliards de personnes (40 % de la population mondiale) n'ont toujours pas accès à des systèmes d'assainissement de base. Il s'agit pour la plupart de personnes vivant en milieu rural, en Afrique ou en Asie. Mais cela touche également des personnes vivant en milieu urbain. La non-élimination des déchets favorise la propagation de maladies. Les enfants sont les premiers à souffrir de la charge de morbidité liée à l'eau contaminée et à une hygiène insuffisante. Et de nombreux enfants ne peuvent être scolarisés, simplement parce que les écoles ne sont pas pourvues de latrines.

Participez à votre journal... Devenez correspondant.

## Toujours en lutte

Plusieurs milliers d'acteurs, chanteurs, metteurs en scène ont travaillé pendant ce mois de juillet pour notre plaisir, pour notre culture. Mais ils ont également généré des sommes importantes dans le commerce, les locations (salles, meublés, hôtels, etc.)

Le Festival d'Avignon 2004, c'est 800 spectacles répartis en festival « in » et festival « off ». Le nombre de ces spectacles est en augmentation constante. La qualité, malgré le nombre, est au rendez-vous. Parmi eux, notons *La Chute des dieux* d'après Luchino Visconti, superbement mis en scène, *Le Tango Neruda*, au Théâtre du Balcon, poèmes dits par J. Barbuscia sur une musique de Piazzola, les pièces engagées « aux Carmes » de notre ami Benedetto, *Les Surexposés*, plusieurs pièces de Brecht et de Koltes, etc. etc.

### Auto-expertise des métiers

Le Festival, ce sont aussi des forums publics, cette année dominés par les revendications des intermittents du spectacle. Ces derniers ont mené des actions nombreuses et intéressantes. Pour exemple : la tenue permanente et publique d'un lieu de contestation dans l'école des Beaux-Arts ; la présence protestataire lors des ouvertures de spectacles (ceci en accord avec la direction du Festival) ; plusieurs manifestations dont particulièrement le 14 juillet

(les intermittents se sont rassemblés dans la cour d'honneur du Palais des papes pour écouter la réponse de Jacques Chirac lors de son intervention télévisée) ; l'organisation et la participation à de nombreux débats sur la culture, sur le statut des intermittents, etc. Lors de ces débats, notons la présence de partis de gauche, Ps, Pcf, Verts, et de la Cgt. La Cgt a été très bien accueillie, alors que les partis de gauche se sont vus reprocher leur attitude négative lors de l'exercice du pouvoir. Enfin, la coordination a innové en pratiquant une auto-

expertise des métiers en réponse à la soi-disant expertise lancée par le ministre de la Culture. Des contre-propositions sont faites et le gouvernement aura du mal à les ignorer. Là comme dans nombre de secteurs, la lutte de classe se manifeste et ne peut que prendre de l'ampleur. C'est à cette condition que des avancées notables doivent être obtenues.

Michel Mélinand

# Salaires en baisse, profits en hausse

ENCORE

**Allongement de la durée du temps de travail**  
Plusieurs pays européens ont engagé un débat sur la nécessité d'allonger la durée du temps de travail pour accroître la compétitivité des entreprises, au prix de chantages à l'emploi.

Aux Pays-Bas, le ministre de l'Économie a affirmé que la semaine de 40 heures, contre 38 actuellement, devait redevenir la norme. Les Pdg de Philips et d'Abn Amro, première banque du pays, ont pris le relais du ministre pour réclamer le retour des 40 heures hebdomadaires. Le même argumentaire a été développé en France par Nicolas Sarkozy. En Allemagne, les salariés de Siemens ont accepté le passage à 40 heures, contre 35 auparavant, sans compensation, pour 2 sites, contre l'engagement de la direction de renoncer à un projet de délocalisation de 2000 emplois en Hongrie. En Belgique, l'entreprise sidérurgique Marichal Ketin a fait part de son intention de faire travailler ses salariés 40 heures par semaine contre 36, sans augmentation salariale. Le patronat suédois a tiré un constat similaire. Le « débat » est né dans les entreprises mêmes qui cherchent à imposer à leurs salariés une hausse du temps de travail sans compensation salariale. Mais la polémique s'inscrit en fait sur le coût du travail en Europe, jugé trop élevé par les entreprises. Au Danemark, ce n'est pas la durée du temps de travail mais les salaires qui font l'objet de chantages à la délocalisation.

Et vive l'Europe de Maastricht !

**Opel demande « des sacrifices » à ses salariés**

Après Mercedes et Volkswagen, Opel, filiale de General Motors, demande des sacrifices financiers à ses salariés. La direction envisage des coupes dans les revenus et les prestations sociales, ainsi que des modifications du temps de travail, afin d'améliorer la rentabilité des usines de construction. Mercedes a imposé en juillet un plan d'économies passant par le renoncement d'avantages acquis des salariés en échange d'une garantie d'emploi. Volkswagen prévoit un gel des salaires pendant 2 ans et une réduction des coûts de personnel de 30% d'ici 2011.

Jusqu'à quand durera cette logique qui fait que les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres ? Pourtant malgré les pressions incessantes du grand capital pour surexploiter les travailleurs, les luttes sociales se poursuivent.



Photo Patrice Morel

Il est des périodes où sous la poussée des circonstances, des réalités tendent à l'évidence. Il en est du constat : les riches deviennent toujours plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres. Il exprime à la fois du mécontentement, une prise de conscience des réalités, des luttes plus vigoureuses. Dans toute société de classe, la classe dominante veut arracher plus de « surtravail » à la grande masse des exploités qui forment toujours la grande majorité de la population. Dans la société capitaliste, notamment dans notre pays où 85 % de la population active est salariée, cet objectif s'exprime au travers des pressions incessantes et multiformes sur les salaires, la masse salariale en général.

**D'un côté les profits explosent...**

Les statistiques se multiplient aujourd'hui pour le démontrer. D'un côté, les profits capitalistes explosent (des plus 600 % d'Axa aux plus 100 % d'Arcelor du 1<sup>er</sup>

semestre 2004), les rémunérations (salaires, primes, stock-options et autres....) des « managers », grands commis du capital, atteignent les 1 000 fois le SMIC, les détenteurs de grandes fortunes qui ont vu leur patrimoine décuplé en quelques années, exigent de nouveaux allègements fiscaux. De l'autre côté, les salaires sont à la traîne, le pouvoir d'achat n'est plus assuré. 30 % des salariés ont des salaires avoisinant le SMIC, les traitements de la fonction publique chutent de 1,3 % en 2003. Le chômage s'accroît. Plus de 5 millions de salariés sont considérés comme « exclus économiquement du travail salarié », avec leur famille ils survivent. Un transfert massif vers les profits se concrétise par une baisse de la part des salaires dans

la valeur ajoutée, de plus de 10 % en quelques années, transfert encore accentué en France.

**...De l'autre, les salariés sont spoliés**

Les salariés des pays capitalistes, les peuples des pays en voie de développement sont pressurés,

spoliés, exploités sans vergogne. Dans le système capitaliste, le niveau du salaire, expression de la valeur de la force de travail, concrétise pour une part importante ce rapport d'exploitation. La bourgeoisie, pour étendre ses richesses et ses pouvoirs intensifie son exploitation. Toutes ses stratégies y ramènent. La pression sur les salaires s'intensifie, le SMIC est menacé et les salaires conventionnels sont tirés vers le bas. Les conventions collectives et le Code du travail sont démantelés. Les conditions de travail s'aggravent, du bureau à l'atelier. Les coupes sombres dans l'emploi et le potentiel économique visent au nom des théories de la compétitivité, à rabaisser encore le fameux « coût du travail ». Il est en France l'un des plus bas d'Europe. La productivité horaire du travail dans notre pays est au 2<sup>e</sup> rang mondial. L'accord patronal imposé par le chantage aux salariés de Bosch vise avant tout à un abaissement de 12 % de la masse salariale.

Les reculs imposés aux retraités et à

la sécurité sociale participent du pillage du salaire différé. L'allongement du temps de travail, à la semaine, à l'année et sur la vie, prôné par Bruxelles, le gouvernement français et le Medef s'inscrit dans cet objectif de surexploitation.

**Et pourtant les luttes se poursuivent**

C'est par une extraction toujours plus massive de la plus-value que le capital vise à accroître ses taux de rentabilité et de profit. Cette exploitation n'a rien d'idyllique ou de « démocratiquement partagé ». Elle est sauvage, brutale et violente. Les effets des plans de restructurations et fermetures de sites qui charrient misère, suicides, vies familiales brisées en sont l'expression tragique.

Et pourtant les luttes sociales se poursuivent. Les luttes pour les salaires, pour l'emploi, pour l'amélioration des conditions de travail tourmentent toutes autour de la revalorisation de la valeur de la force de travail. Elles représentent plus de 80 % des actions recensées en 2003. Elles expriment bien l'affrontement de classe sur le terrain social et économique. Un tel combat de chaque instant, exige l'action et la lucidité sur le contenu des revendications. Les besoins populaires s'expriment avec force. L'augmentation des salaires, le maintien et la création d'emplois, la réduction du temps de travail sont au cœur des préoccupations des salariés. Nous devons contribuer à leur expression en revendications concrètes, élevées, cohérentes et mobilisatrices.

Frédéric Rivet

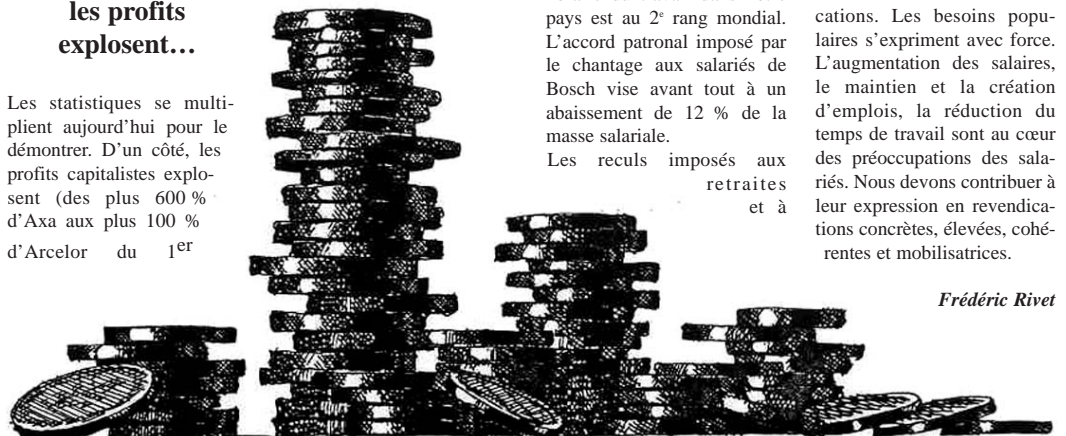


Illustration Patrice Morel

# Capitalisme\$

VOUS SAVEZ !

Depuis une quinzaine d'années, la gauche et les altermondialistes dénoncent un nouveau capitalisme, à savoir le « capitalisme financier », qui progressivement mais irrémédiablement, s'est imposé au capitalisme industriel.

Désormais, il est patent que, les moyens technologiques aidant, la finance domine le monde de manière hégémonique. Pétrodollars, spéculateurs, fonds de pension, sociétés financières investissent les entreprises par le biais des bourses, y compris parfois contre leur gré : ils exigent d'elles des rentabilités insupportables pour rémunérer les capitaux ainsi placés, les conduisant à des politiques drastiques, particulièrement en matière d'emploi. Prises de participations, augmentations du capital, opérations publiques d'échanges ou d'achat, raids hostiles, fusions, absorptions... sont le lot commun de cette guerre économique devenue essentiellement affaire de moyens donc de capitaux, avec à l'appui des profits aussi vertigineux qu'injustifiés.

## Dominer les producteurs

Ce qui compte aujourd'hui, ce n'est plus de produire et de com-

mercialiser, mais de dominer ceux qui le font, soit un affrontement au deuxième niveau entre le travail et le capital. Le capitalisme financier, particulièrement destructeur, est légitimement perçu de manière négative dans l'opinion qui, chaque jour, peut en mesurer les conséquences néfastes, y compris par certains tenants du libéralisme : ainsi, James Tobin n'a-t-il pas attendu les altermondialistes réclamer l'application d'une taxe sur les mouvements de capitaux, afin d'en limiter les effets négatifs.

## Un capitalisme impitoyable

À l'opposé, il ne faudrait pas embellir le « capitalisme productif », qui produirait les vraies richesses, et lui prêter des qualités qu'il n'a pas. Il ne faut pas oublier que, de la révolution industrielle à nos jours en passant par les « 30 Glorieuses », ce capitalisme, globalement, a été et est toujours impitoyable, car il continue non seulement d'exister mais de se

développer et de prospérer au détriment des travailleurs qu'il exploite allégrement. Par ailleurs, le « capitalisme financier » concerne essentiellement les sociétés importantes à vocation internationale, qui ne représentent qu'une partie du monde économique même si dans le cadre de la mondialisation, il y a interpénétration des sphères qui le composent.

## Les salariés, nouvelle variable d'ajustement

Actuellement, beaucoup de dirigeants d'entreprises opposent que les coûts de production intérieurs sont insupportables, qu'ils ne peuvent pas résister à la concurrence étrangère et qu'ils se voient obligés de « délocaliser ». C'est nier la cause principale du problème. C'est oublier que, si le tissu industriel est vieillissant, voire obsolète, c'est d'abord et avant tout parce que les dirigeants successifs, plutôt que d'investir et de moderniser

leur outil de production, ont préféré, égoïstement, tirer le maximum de bénéfices et d'avantages de leurs entreprises. C'est oublier la qualité du travail et la haute productivité des ouvriers français. C'est oublier également que depuis quelques années, les nouvelles formes de contrats de travail (CDD, travail intérimaire...) et le recours aux sous-traitants permettent au patronat d'avoir comme variable d'ajustement non plus les stocks, mais le personnel. C'est oublier enfin que la loi sur les 35 heures, régulièrement remise en question, leur apporte en sus un avantage considérable avec l'annualisation du temps de travail. Ce « capitalisme productif » est tout aussi implacable que le « capitalisme financier » avec lequel il forme un tout et il doit être dénoncé et combattu de la même manière.

Louis Alexandre

## Contradictions du néolibéralisme dans l'aéronautique

# Ça vole bas

Depuis le 19 Juin la Snecma est privatisée. Cela a fait moins de bruit que le changement de statut d'Edf. C'est pourtant tout aussi aberrant. Le dogmatisme libéral porte atteinte aux intérêts nationaux. Ce n'est pas nouveau. Mais il risque désormais de mettre l'impérialisme français en difficulté.

Le secteur aéronautique a incontestablement réussi. C'est le fruit d'une gestion mixte. Celle qui est chère à Robert Hue... Elle résultait d'un compromis fructueux mais historiquement dépassé.

## La fin d'une belle aventure industrielle

Avec l'A 380, Airbus a engagé en avril la production du plus grand avion mondial. Un site industriel nouveau est apparu près de Toulouse. Réalité suffisamment peu fréquente dans la France de 2004. Avec son cortège d'investissements routiers et fluviaux colossaux et discutables. Reste qu'Airbus est premier mondial pour les avions de ligne. Devant Boeing.... Avec le Cfm 56, la Snecma

fabrique le moteur le plus diffusé. Elle est associée avec l'américain General electric. C'est un groupe d'une bonne douzaine de sociétés. Elle centre son activité sur les moteurs, le câblage, les commandes d'avions etc... Ses sites industriels sont nombreux. Qui fabrique des moteurs d'avion a des atouts pour les fusées. Qui fait les deux intéresse fortement...les militaires. La défense et l'espace sont deux enjeux d'intérêt public. Même Bush l'a compris et il donne des moyens nouveaux à la Nasa. Pas vraiment par intérêt scientifique....

## Autant d'argent public demain

Le gouvernement français a donc besoin de cet outil. Car sa rivalité impérialiste avec les États-Unis n'est plus un mystère ; Mais cette

dimension stratégique n'est qu'un aspect. Construire des avions nécessite aussi un immense effort technologique. Les dépenses de recherche sont considérables, sans aucune garantie de rentabilité directe. En plus, le nombre d'avions vendus n'est jamais prévisible. Une bonne année peut faire au moins deux fois plus qu'une mauvaise. Le gouvernement a missionné Yves Michot, ancien dirigeant de l'Aérospatiale sur le sujet. Son rapport date du début de l'année. Il insiste sur la « nécessaire remontée des crédits publics français » pour une industrie qui « est un des premiers contributeurs de la balance commerciale ». Il appelle ensuite explicitement à un soutien financier public pour la Snecma. Il propose en outre un plan de soutien étatique pour les équipementiers de l'aéronautique. L'État continuera donc à soutenir

financièrement la Snecma. Mais grâce à Sarko-Raffarin, une partie de cet argent ira dans la poche des actionnaires.

## Quelles réactions du mouvement ouvrier ?

La Cgt a organisé un référendum des salariés Snecma et publié en Mai une déclaration confédérale. Les syndicats de la Snecma ont manifesté le 27 mai avec ceux d'Edf. Le Pcf s'est (un peu) prononcé contre la privatisation. Il « oublie » que les projets d'« ouverture du capital » remontent à 2001... Face aux prudentes réserves émises notamment par Nicolas Marchand et Michel Dauba, Lucien Marest, à l'époque conseiller de Gayssot, avait écrit ce qui suit : « Je préfère une entreprise publique qui ouvre son capital, qui se développe et embauche, comme Air France, à une entreprise 100 % publique, qui tel le Titanic coule, même avec un drapau rouge. » Ce qui, face à l'offensive globale du néolibéralisme mastrichtien, se passe de commentaires.

Olivier Rubens

Bosch, Doux, Seb et les autres... Les accords d'augmentation du temps de travail sans compensation signés chez Bosch intéressent le patronat. Le groupe Doux, premier producteur de volailles en Europe, est déjà revenu sur les accords qu'il a signés concernant l'application de la loi sur la réduction du temps de travail : application des 35 heures sans jour de RTT ni paiement des heures de pause. Dans deux usines vosgiennes, Seb veut porter le temps de travail hebdomadaire à 38 heures. Ces mesures viseraient à empêcher des délocalisations. Les patrons se paient sur le dos des ouvriers. Comme disait la BNP dans une pub. Il y a quelques années : « *Votre argent nous intéresse* »...

Sediver veut fermer le site de Saint-Yorre. Le groupe italien Vetroarredo, maison-mère du producteur d'isolateurs Sediver, a annoncé son intention de fermer l'usine de Saint-Yorre, 294 salariés. Début août, la direction avait annoncé qu'elle pourrait maintenir 150 emplois sur le site, à condition que les salariés acceptent une baisse de leurs salaires de 30% et qu'elle obtienne des subventions publiques à hauteur de 6 millions d'euros... Les élus du CCE vont déposer une plainte auprès de la direction de la concurrence de la Commission européenne.

Producteurs et transformateurs trouvent un compromis sur le prix du lait. Au terme de négociations difficiles, les producteurs de lait et les industriels ont signé un accord national sur le prix du lait, qui prévoit de limiter la variation des prix dans les 2 prochains mois. La filière laitière française emploie 400.000 personnes, dont 300.000 au stade de la production. La France est le deuxième producteur européen. Dans un communiqué commun, les syndicats estiment que la mobilisation des producteurs a « permis d'éviter la confiscation de l'aide laitière au seul profit de la grande distribution ». En revanche, la Confédération paysanne dénonce cet accord, estimant que cette nouvelle réduction sera lourde de conséquences pour le revenu des producteurs. Elle engage les producteurs à dénoncer l'accord et à exiger une autre politique laitière basée sur la maîtrise et la répartition des productions.

1 an... et toutes ses dents !



Après le passage du cyclone Charley, le peuple cubain a besoin de nous.

# L'œil du cyclone

On vous l'a assez martelé dans les médias, le cyclone Charley a dévasté la Floride. Ce qu'ils ont « oublié » de dire, c'est que Cuba a aussi durement ressenti cette catastrophe. Dans les hautes sphères de leur monde égoïste, on ne s'apitoie pas sur tous les peuples. Plus que jamais, le peuple cubain, déjà étranglé par le blocus, a besoin de notre solidarité.

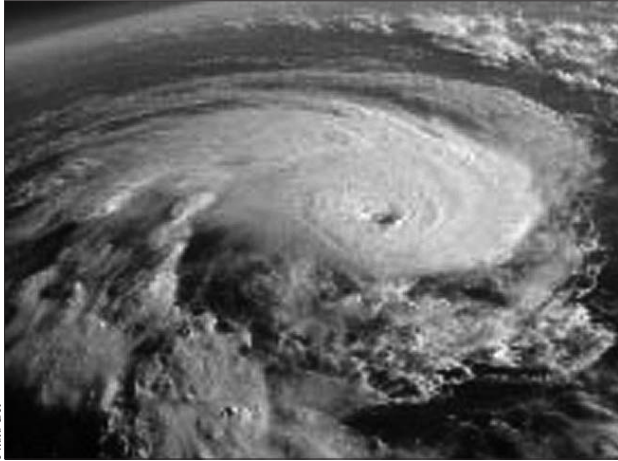


Photo DR

Ceci est un appel, le peuple le plus généreux, le plus digne et incontestablement un des plus courageux de la planète, celui qui depuis plus de quarante ans subit le terrorisme (plus de 4 000 morts et autant de blessés, d'handicapés à vie), étranglement économique, et désinformation permanente, je veux parler du peuple cubain, a besoin de solidarité. Nous n'aidons pas Cuba, il est un de ces peuples qui nous aide à vivre, à résister à l'injustice...

## L'injustice, le crime et la parade des clowns...

Cette planète est en proie à l'injustice, l'injustice de ceux qui toujours plus riches n'en ont jamais assez et prennent la vie des autres, leur droit au bonheur, pour encore et toujours plus accumuler leur profit et leur capital. Cette planète est la proie du crime. Des hommes et des femmes, des enfants sont assassinés, mutilés, parce que leurs ressources sont convoitées.

Partout des hommes et des femmes, qui ne demandent rien d'autre que de jouir d'une journée de paix après un dur travail, de rire avec leurs enfants et leurs proches, sont ainsi attaqués par ces sang-

sues. Alors qu'on pourrait soigner, éduquer, partout des enfants meurent de maladies curables et sont voués à l'analphabétisme, à l'illettrisme... Plus que jamais on peut s'interroger : combien de savants, de musiciens, d'artistes géniaux sont ainsi assassinés ? Et pendant ce temps, le stock d'armes s'accumule, les troupes des pillards imposent leur supériorité non morale mais militaire...

Ces injustices insupportables doivent être étouffées par le silence assourdissant des médias sur l'injustice et les crimes. Aujourd'hui on assassine en plaçant un oreiller sur la bouche de ceux qui crient : on tait la grève de la faim des prisonniers palestiniens... Qu'ils crèvent a dit le gouvernement israélien... Mieux comme dans un film noir, pour étouffer les cris des victimes on ouvre à plein la musique, ceux qui résistent sont des dictateurs populistes, des irréalistes qui mettent en péril l'économie, des terroristes... Passez, il n'y a rien à voir... Une parade infâme de clowns et de bateleurs accompagne l'injustice... Allez-vous encore longtemps croire leurs mensonges, les laissez-vous utiliser notre fatigue, notre propre écrasement devant l'injustice quotidienne que nous subissons pour considérer qu'il n'y a rien d'autre à voir que ce qu'ils nous montrent ?

## Incroyable, non ?

Il y a un peuple qui plus encore que les autres subit l'injustice et symbolise la résistance, la dignité, ce peuple est le peuple cubain, le seul peuple qui quand il est allé en Afrique pour aider à la fin de l'apartheid n'a pas pillé ce continent, mais est retourné avec les ossements de ses combattants pour toute richesse.

Un peuple qui aujourd'hui encore accueille des milliers d'enfants africains pour leur donner une formation. Savez-vous que les Cubains accueillent même les enfants des ghettos noirs des États-Unis, leur offrent la possibilité de devenir médecins, enseignants ? Incroyable, non ? Comment le sauriez-vous ? Qui vous l'a dit ? Y aurait-il eu la victoire de Chavez sans les médecins cubains qui sont allés dans les barrios que les médecins vénézuéliens désertaient. Sans ces médecins cubains, sans ces infirmières qui ont vécu aux côtés du peuple, avec eux comme ils savent le faire, non pas comme les accusaient les opposants chavistes pour faire de la propagande mais pour soulager la misère, comme ils le font déjà à Haïti, et dans tant d'autres pays, le peuple aurait-il reconnu qui était avec lui ? Les médecins cubains sont 16 000 à oeuvrer dans le désintéressement le plus total et avec compétence partout où il y a la misère. Y aurait-il eu la victoire de Chavez sans les Cubains qui ont alphabétisé plus d'un million de vénézuéliens avec des méthodes remarquables qu'ils appliquent désormais à d'autres pays comme l'Argentine<sup>1</sup> avec le même désintéressement, la même humanité... Combien de Vénézuéliens connaîtraient-ils leur constitu-

tion, la défendraient-ils, qui défend la Démocratie ?

La parade infâme des clowns et des bateleurs calomnie ce peuple, accompagne des mensonges les plus indignes l'étranglement du blocus, ce meurtre quotidien contre les femmes et les enfants cubains. Regardez le silence qui a été fait autour du terrible cyclone Charley qui les a dévastés, on ne nous a parlé que de la Floride. Passez, il n'y a rien à voir qu'« un régime communiste aux abois »... Les maîtres du monde le disent et leurs clowns le répètent, allons-nous les croire ?

## La main tendue à l'un des peuples les plus généreux

Le blocus n'existerait pas, dit-on ici, alors que l'extrême droite de Miami réclame qu'il se durcisse encore plus... Le blocus est une plaie ouverte au flanc d'un peuple. Tout ce que le peuple cubain achète à l'étranger a un prix doublé, il ne peut emprunter qu'à des tarifs usuraires (de l'ordre de 15 %) et à court terme... Comment résiste-t-il ? Par un miracle permanent d'ingéniosité et de courage. Croyez-vous qu'il pourrait le faire à 150 kilomètres des États-Unis sans la volonté farouche de ses habitants à la dignité, à la liberté ? Les Cubains sont un peuple de dissidents, oui mais des dissidents à l'ordre mondial injuste et criminel que certains voudraient imposer à la planète...

Les Cubains, après le cyclone Charley qui a fait des centaines de milliers de sans abris, a détruit les installations électriques, dévasté les cultures, ont besoin de nous, de notre solidarité, eux qui donnent avec générosité et taisent avec pudeur leurs difficultés. Les États-Unis ont prévu 50 000 millions de dollars pour acheter les clowns et bateleurs comme Reporters sans frontières, les laisserons-nous faire ? Il suffit que chacun de nous, malgré les difficultés de

la rentrée, donne une petite somme pour les Cubains, ce sera notre manière à nous de répondre au cirque des médias, à l'injustice des maîtres du monde. Un chèque de dix euros ou plus si vous le pouvez : ce n'est pas grand chose mais ce sera un acte de résistance, la main tendue à un des peuples le plus généreux et le plus courageux de la planète.

Envoyez ce chèque à France-Cuba des Pyrénées Orientales qui a commencé la collecte, à l'adresse suivante : Andree Palol 8 Square St Ferreol 66100 Perpignan (chèque à l'ordre de France Cuba des PO)

Danielle Bleitrach

1 - <http://www.yosipuedo.com.ar/>  
C'est un programme d'éducation qui est arrivé en Argentine par la demande de divers groupes de divers mouvements sociaux d'Argentine. La rencontre, par des organisations de base, de problèmes d'analphabétisme dans les communautés de peuples originaires ou dans des zones humbles de la grande Buenos Aires, ont fait que lors d'un voyage à Cuba quelques Argentins ont découvert la méthode d'alphabétisation cubaine « Yo sí, puedo » programme créé par le IPLAC (Institut pédagogique latino-américain et caribéen) de Cuba avec l'objectif d'aider les peuples du Tiers Monde affectés par ce fléau. Le programme n'est pas seulement pour les illettrés, mais aussi pour toute la société qui ne doit pas rester indifférente devant cette grande injustice. « ... Tout homme a le droit à l'éducation, et en échange contribuer à l'éducation des autres... » José Martí. En ce moment, il y a 350 centres d'alphabétisation avec plus de 2 100 participants et 477 diplômés dans le pays. Le travail est fait dans les provinces de Buenos Aires, Jujuy, Chaco, Corrientes, Santa Fe, Río Negro, Neuquén, Córdoba, Mendoza, Salta et la prochaine à débiter sera Tucumán. Ce valeureux effort de bénévolat a été le fruit de la compréhension de tous les mouvements et organisations qui y participent. Cette expérience a changé la vie de ceux qui la réalisent sur le terrain. Ils ont appris des illettrés de précieux savoirs qui eux ne savent pas qu'ils le savent. Ils ont appris ce que souffrent ceux qui ne savent ni lire, ni écrire. Ils ont appris que ce projet leur a changé la vie.



Kosovo

# Mensonges et violence

-Pour les politiciens américains, si toutes les guerres sont bonnes, certaines sont meilleures que d'autres. Les Démocrates préfèrent les guerres de Clinton, et les Républicains préfèrent les guerres de Bush.

À l'occasion de l'élection présidentielle de novembre prochain, pour suggérer une critique subtile de la guerre du président républicain contre l'Irak, les démocrates mettent l'accent sur la grande « réussite » de la guerre « humanitaire » du Kosovo. La justification « humanitaire » passe mieux que la justification des « armes de destruction massive », ou des « liens avec Al Qaeda », dont presque tout le monde sait qu'ils n'ont jamais existé. En réalité, le « génocide » que l'Otan prétendait empêcher au Kosovo était tout aussi imaginaire que la collusion entre Saddam Hussein et Osama Ben Laden.

## Kosovo, un siècle d'enjeux

Depuis plus d'un siècle, la province du Kosovo est la scène de conflits pour la maîtrise du territoire, attisés par des puissances étrangères, notamment les puissances de l'Axe pendant la deuxième Guerre mondiale. Après la mort de Tito en 1980, ce conflit a été réactivé par la montée du séparatisme albanais, relayé aux États-Unis et soutenu par les services secrets allemand et américain. Depuis, l'Otan s'est installé dans la province en juin 1999 en tant que force d'occupation (sous la dénomination de KFOR), les nationalistes albanais ont chassé du Kosovo quelques 200 000 Serbes et des milliers de Roms. Toutes les violences contre des Serbes ou des Roms sont qualifiées par les médias occidentaux d'actes de vengeance. Le 17 mars dernier, des foules de jeunes gens bien encadrés ont convergé vers les petites enclaves serbes qui subsistent, chassant les habitants terrorisés et détruisant 35 édifices religieux, dont certains datent du XIV<sup>e</sup> siècle.

L'autosatisfaction de la « communauté internationale » en a pris un coup. En juin, le Finlandais Harri Holkeri a démissionné de son poste de chef de la Mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK), censée gouverner la province.

Deux réactions opposées ont résulté des troubles de mars. Une majorité de responsables européens semblent juger que les pogroms anti-serbes montrent que le Kosovo n'est pas encore mûr pour l'indépendance souhaitée par les Albanais. Par contre, de hauts responsables américains s'accordent à penser que les émeutes résultent d'une impatience compréhensible qui ne peut être réglée qu'en accélérant la transformation de la province en pays indépendant.

## Légalité et viabilité économique d'une indépendance du Kosovo

Cette indépendance paraît inévitable depuis que l'Otan a pris position en faveur de « l'Armée de libération du Kosovo » (UÇK). Pourtant, le Kosovo est une province de la Serbie depuis 1912, pays le plus multiethnique de la région. La guerre, menée en violation totale du droit international, s'est terminée par un accord de paix, exprimé par la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui reconnaît le statut du Kosovo en tant que province yougoslave. Elle prévoit le retour d'un certain nombre de personnel yougoslave et serbe, y compris la police des frontières et la douane. Mais ces accords n'ont servi qu'à ouvrir les portes aux

forces d'occupation. Le Pentagone a construit une base militaire gigantesque, le « Camp Bondsteel », sur des terres agricoles expropriées, située stratégiquement dans le sud-est de la province. Soucieux de préserver leurs relations très particulières

sociale risque de se faire racheter à bas prix par des intérêts étrangers ou par l'argent sale de la mafia albanaise.

Le Kosovo est le cas extrême de la « transition » imposée aux pays de l'Est par l'Occident. L'État et ses ser-



Vue aérienne du Camp Bondsteel en octobre 1999 (Photo DR)

avec l'UÇK, promue « Force de protection » payée par les Nations Unies, les Américains n'ont rien vu lorsqu'elle a lancé des opérations militaires dans la Macédoine voisine à partir de leur zone d'occupation.

Au sein de la Yougoslavie socialiste, le Kosovo bénéficiait de subventions considérables dans le cadre de l'aide au développement.

Actuellement, le Kosovo vit surtout grâce à la présence internationale et aux trafics illicites, drogue et prostitution. Le plus grand employeur est le Camp Bondsteel. Mais le retrait des instances internationales et des ONG occidentales va réduire les sources de revenus. Il est difficile d'imaginer comment un Kosovo indépendant trouvera la base fiscale pour financer un État, étant donné que ceux qui disposent des revenus les plus importants sont engagés dans des activités qu'on ne déclare pas au fisc.

Quelques 500 entreprises qui, selon le système socialiste yougoslave, appartiennent aux travailleurs, attendent d'être privatisées. La propriété

vices systématiquement réduits se dégradent pour laisser cours à « la libre entreprise », qui prend très souvent la forme de la criminalité organisée.

Quant aux droits de l'homme, leur protection a servi de prétexte à la guerre de 1999.

Mais l'expulsion des paysans serbes de leurs terres n'intéresse pas les humanitaires. Puisque les médias ont réussi à stigmatiser « les Serbes » comme seuls ennemis de la « société multiculturelle », l'implication implicite est qu'une société sans Serbes sera « multiculturelle ». Une fois tous les non-Albanais chassés, il ne restera personne pour contester la réussite de l'opération. Car le souci dominant de ceux qui ont déclenché cette guerre est de pouvoir continuer à la justifier, justification à venir d'autres croisades du même genre.

**Diana Johnstone**

Diana Johnstone, journaliste états-unienne, est l'auteur de Croisades des Fous à paraître au Temps des Cerises

LA AUSSI

**Citoyens américains**  
En plus du Premier ministre, sept ministres du gouvernement fantôme de l'Irak seraient citoyens américains et possèderaient leur carte au Parti républicain. Ils sont venus dans les bagages des États-Uniens. Quelle légitimité ont-ils à « gouverner » l'Irak ?

**Cuba aussi**

Le cyclone Charley a dévasté la Floride. Ça vous êtes au courant, ça a fait la une de la presse pendant l'été. Ce que l'on sait moins, c'est qu'avant il est passé par Cuba et a occasionné de graves dégâts sur l'île entre le 12 et le 13 août dernier. L'association Moncada de solidarité avec le peuple cubain organise une collecte de fonds jusqu'au 30 septembre (10 rue Gallieni 13600 La Ciotat - 0622271873). Vous pouvez aussi verser vos dons directement à l'Institut cubain d'amitié entre les peuples (Banco metropolitano, Orden del Icap - Cuenta 439 011 103 12 32).

**Entraînement en Corée**

Comme chaque année depuis 1976, les États-Unis et la Corée du Sud ont fait pendant le mois d'août un entraînement militaire commun. Un communiqué de l'armée américaine annonçait à ce propos que cette préparation « est un élément important de dissuasion contre les agressions extérieures et sert à bâtir la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne ». Dans les faits, c'est tout le contraire qui est visé. Pas étonnant que Pyong-Yang condamne ces exercices militaires comme étant une préparation à l'invasion de la Corée du Nord.

**Colère palestinienne**

C'est la colère qui domine chez les Palestiniens après l'annonce faite par les Usa d'autoriser de nouvelles constructions dans les colonies juives de Cisjordanie. Les Palestiniens estiment que ces constructions mettent à mal le processus de paix en cours. Pourtant selon le plan de désengagement établi de façon unilatérale par Ariel Sharon, Israël est censé démanteler les 21 colonies de la bande de Gaza et les quatre de la Cisjordanie au plus tard en 2005. Encore une fois, les droits des Palestiniens sont foulés au pied.

**Deng Xiaoping fêté**

Le président chinois Hu Jintao a rendu hommage le 22 août dernier, sur la place Tiananmen, au dirigeant historique chinois Deng Xiaoping à l'occasion du centenaire de sa naissance. Il a salué « l'architecte en chef » des réformes d'économie de marché et un homme d'État animé par une passion pour son peuple. Deng, mort en février 1997 à 92 ans, a été le père des réformes lancées en 1978 et qui sont à la base du développement économique controversé de la Chine.

C'EST PAS SI LOIN...

Le dinar soviétique Georges Bush égal à lui même multiplie les bourdes. Évoquant une rencontre à la Maison Blanche avec des Irakiens qui auraient eu les mains amputées sur ordre du régime de Saddam Hussein, il a arrangé à sa sauce l'histoire de l'un d'eux, accusé de trafic de devises. « *Il avait vendu du dinar ce jour-là, a-t-il déclaré, pour acheter une autre devise, des euros ou des dollars... Et le dinar soviétique ayant été dévalué, Saddam Hussein a retiré cet homme de la société pour le punir* ». Le rouble serait-il devenu la monnaie étatsunienne ou comment peut-on faire confiance à un imbécile ?

Prise d'otages à Vladikavkaz

La principale morgue d'Ossétie du Nord a recensé pour l'instant au moins 394 corps provenant du carnage de la prise d'otages de Beslan, dans le Caucase, menée par un commando pro-tchéchène. Les autorités russes annonçaient plus de 700 blessés hospitalisés. Mais le bilan semble sous-évalué.

La Russie est le théâtre d'actes terroristes sanglants, la prise d'otages de Beslan suit les explosions de 2 avions et l'attentat du métro de Moscou. Ces attentats avaient été revendiqués par un groupe islamiste étranger affirmant soutenir l'indépendance de la Tchétchénie.

Cette prise d'otages des enfants de l'école de Beslan ne peut faire progresser la cause indépendantiste tchéchène.

Procès de Slobodan Milosevic

Sur un constat de mauvaise santé de Slobodan Milosevic, le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a décidé de nommer d'office un avocat pour l'appuyer dans sa défense.

Slobodan Milosevic a toujours insisté pour assurer seul sa défense.

Enlèvement de deux Italiennes à Bagdad

Simona Torretta et Simona Pari, travaillant pour l'organisation humanitaire italienne Un Ponte Per Baghdad, ainsi qu'un Irakien employé de l'ONG Intersos, ont été enlevés dans leur bureau à Bagdad. L'organisation italienne Un Ponte Per Baghdad est présente en Irak depuis des années, luttant contre l'embargo qui avait été imposé sur ce pays avant l'agression armée américaine. Ce n'est donc pas une organisation inconnue. Là encore, les enlèvements soulèvent de nombreuses questions.

Le Lion est mort

Le groupe américain Walt Disney Corp. a perdu mardi 7 septembre une première manche devant la justice sud-africaine, avec le rejet de son recours contre la validité d'une plainte déposée par la famille du compositeur du tube « Le Lion est mort ce soir », qui réclame des droits d'auteur.

Soudan

# Questions à propos du Darfour



grandes compagnies agroalimentaires du Golfe. Et riche en pétrole. Depuis 1999, le Soudan exporte son pétrole, et son plus gros client est la République populaire de Chine.

Menaces de guerre

Cette province du Soudan, sous-développée, où s'affrontent milices soutenues par les États-Unis et milices Janjawid armées par le gouvernement d'el Béchir, représente un enjeu pour l'économie et les positions stratégiques américaines.

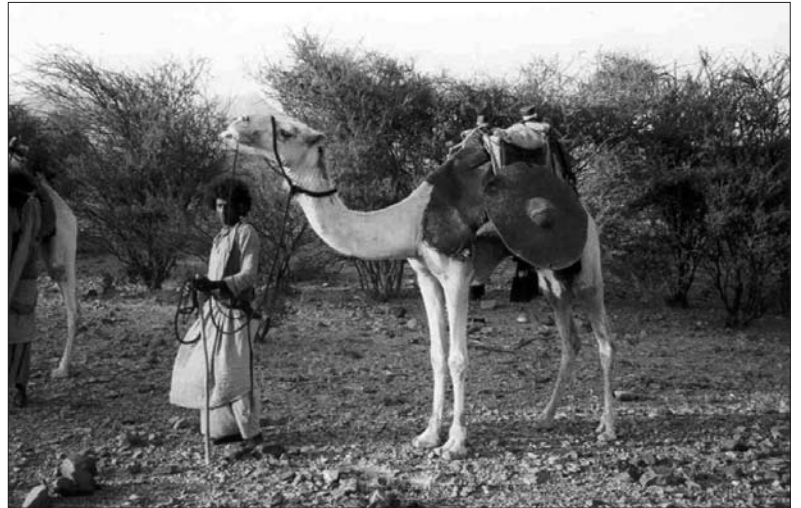


Infographie DR

La guerre menée par les milices est responsable de la mort d'environ 300 000 personnes et de l'exode d'un million d'autres. Un prétexte à une « intervention humanitaire », alors qu'en République démocratique du Congo, le bilan imputable aux incursions de l'armée rwandaise soutenue par les États-Unis sur le territoire congolais se chiffre à 3,5 millions de morts et ne soulève pas la même indignation. On a donc du mal à croire que la seule question des droits de l'Homme au Darfour puisse soulever l'indignation des états-majors occidentaux. Le conflit qui oppose les populations dans le Darfour

n'est pas un conflit racial entre milices « arabes » et « tribus africaines » comme aiment à le répéter les tenants de l'in-

lages. Mais il ne s'agit plus de razzias. Elles mettent le feu aux exploitations agricoles et aux villages, elles n'attaquent



Nomade soudanais (Photo DR)

tervention militaire. Toutes les populations sont musulmanes et arabisées. Les milices, constituées de mercenaires recrutés parmi les populations nomades, attaquent les vil-

pas pour voler les vivres. Il y a une autre dimension dans ces attaques.

Car le Sud du Soudan est riche. Riche en terres agricoles qui suscitent la convoitise des

le Congrès américain. Or les Étatsuniens ne sont jamais satisfaits. Et chaque concession du Soudan a été suivie de nouvelles exigences, scénario bien rôdé tant en ex-Yougoslavie qu'en Irak.

Une intervention militaire occidentale causerait une profonde indignation dans le monde arabe et en Afrique, après l'Afghanistan, la Palestine et l'Irak. Les 22 pays de la Ligue arabe s'y opposent. L'Onu menace le Soudan de mesures s'apparentant à des sanctions, en vertu de l'article 41 de la Charte des Nations Unies, en cas de non-respect d'un calendrier fixant les modalités du désarmement des milices Janjawid.

Mais la question qui reste posée est bien celle d'une intervention militaire et de l'exportation de la guerre de conquête en Afrique.

Marie-Catherine Andreani



Photo DR

Otages français en Irak

Ce qu'en dit le Réseau Voltaire

Le Réseau Voltaire met en doute l'existence d'une « Armée islamique en Irak », sentiment partagé au Manifeste.

Pour des raisons de bon sens.

La disparition des deux journalistes français, Christian Chesnot et Georges Malbrunot, et de leur chauffeur Mohammed Al-Joundi, a eu lieu dans la

zone d'occupation américaine de l'Irak. L'« Armée islamique en Irak » est inconnue des forces d'opposition à l'occupation américaine. Et outre le fait que les Irakiens ont suffisamment d'ennemis sans s'en inventer d'autres, la revendication d'abrogation de la « loi sur le voile », en France, réclamée par les ravisseurs, est vraiment déconnectée des préoccupations actuelles des Irakiens. Et si on analyse les réactions des différentes autorités religieuses musulmanes, de toutes les formations politiques et des institutions arabes, des différents pays arabes, il est clair que les enjeux de cette prise d'otages ne sont pas ceux avancés par cette « Armée islamique en Irak ».

Le Premier ministre du gouvernement fantoche irakien, Iyad Allaoui, a déclaré que cet enlèvement montrait qu'aucun pays ne pouvait rester neutre, c'est-à-dire refuser de soutenir la Coalition, les États-Unis et Israël n'ont exprimé aucune compassion ni pour les otages, ni pour la France. Allez chercher de quel côté il faut libérer les journalistes français...



Bohême-Moravie

# Le Pcm et l'Union européenne

Nous reproduisons ici la partie du programme du Parti communiste de Bohême-Moravie consacrée aux questions de « Paix, coopération, prospérité pour le monde entier et sécurité et défense de la République tchèque », programme adopté lors du

Le Parti communiste de Bohême-Moravie, fondé en 1990, héritier de l'ex-Parti communiste de Tchécoslovaquie, est très implanté en République tchèque : en 2002, il remportait 18,5 % des suffrages et obtenait 41 députés à l'Assemblée (qui compte 200 députés). Parti « eurosceptique », il a obtenu aux dernières élections européennes une vingtaine de représentants au Parlement européen.



Illustration Jeunesse Communiste Tchèque

## La République Tchèque, membre de l'Union européenne, et coopération internationale de la Gauche

Le Parti communiste de Bohême-Moravie (PCBM) est conscient qu'avec l'entrée dans l'Union européenne, une situation qualitative nouvelle a émergé, qui, dans la période à venir, affectera significativement la vie de nos citoyens et la politique du parti. Le PCBM base sa politique sur cette situation. Nous savons que l'économie affaiblie de la République tchèque n'est pas prête pour l'environnement compétitif de l'Union européenne, que la République tchèque n'est pas à égalité avec les autres pays, qu'elle est passivement subordonnée aux instances européennes et nous connaissons les problèmes de l'Union (sa lourdeur et sa bureaucratie). Dans le même temps, cependant, nous avons prêté attention aux nouvelles opportunités de l'Union pour la République tchèque et nous faisons pression pour obtenir le renforcement conjoint des intérêts tchèques et des intérêts de la classe ouvrière de l'Union européenne. Nous soutenons le principe antérieur d'une Europe des peuples, qui n'est pas limitée aux seuls États membres de l'Union européenne. Ce concept et les politiques de gauche dans leur ensemble ont conquis un nouvel espace et

de nouvelles opportunités. Le Pcbm soutient le principe d'un statut égal pour les États membres dans les institutions politiques de l'Ue. Il rejette la bureaucratisation généralisée et l'absence persistante de démocratie dans les prises de décision politiques de l'Ue. Les règles de la législation internationale et la Charte des Nations Unies doivent être le socle minimal de la politique étrangère, et de la politique de défense et de sécurité de l'Union. Le Pcbm souhaite que l'Union européenne se base sur la Charte des droits fondamentaux et des libertés et sur les conventions internationales sur les droits politiques et civils, et sur les droits économiques, sociaux et culturels (Convention européenne des droits de l'Homme, Charte sociale européenne et autres). Le Pcbm travaille à surmonter l'actuelle division, non souhaitable, de la gauche et à coordonner les avancées vers un large rassemblement de la Gauche européenne, afin de pouvoir affronter conjointement les tendances de l'Union européenne à une plus grande militarisation et à l'aggravation des effets anti-sociaux de la politique néolibérale sur la vie des gens. Il organise ses propres actions et prend égale-

ment part aux autres actions qui vont dans cette direction. En ce sens, il poursuit l'« Appel de Prague » qui émane d'une conférence internationale à laquelle ont participé 34 partis en novembre

2002 au moment du sommet de l'Otan, et la « Déclaration finale » adoptée par la conférence des partis communistes et de gauche en mars 2004 à Prague.

## Sécurité européenne, et capacités de défense et de protection de la population de la République Tchèque.

Le Pcbm rejette les politiques agressives des États-Unis de l'Otan, basées sur la doctrine de la « guerre préventive », incluant l'utilisation possible des armes nucléaires. Le Pcbm s'oppose à la militarisation de l'Union européenne. Le Pcbm est pour un système de sécurité basé sur le respect du rôle du Conseil de sécurité des Nations Unies dans la résolution des situations de crise dans le monde, et pour des mesures préventives multilatérales. Il ne considère pas la sécurité européenne garantie par l'Otan comme efficace – au contraire, il considère l'Otan comme une relique de l'ère d'un monde bi-polaire, et un obstacle concret à l'intégration européenne. Sur le long terme, il souhaite voir sa complète disparition, et dans les premières étapes de ce processus, il demande le retrait de la République Tchèque de ses structures militaires. Le Pcbm voit la sécurité européenne dans une dimension entièrement européenne, avec d'autres États non-membres de l'Union et non-membres de l'Otan rejoignant progressivement les structures de sécurité européennes basées sur cette conception. C'est pourquoi nous soutenons la reconstruction de l'Osce et sa re-création sur des bases plus solides – une défense collective conjointe définitive et une coopération militaire entre les États européens contre les risques du monde tels qu'ils sont actuellement. Le Pcbm condamne en toute connaissance de cause la poli-

tique étrangère et de sécurité commune et la création d'une force armée. Le déficit démocratique est ici mis à jour, tout particulièrement dans la participation insuffisante du Parlement européen et des parlements nationaux dans les processus de décision sur les questions de sécurité. Le PCBM soutient l'indépendance de l'Europe face aux États-Unis. Il demande que les structures militaires et de sécurité supranationales de l'Union européenne, si elles étaient créées, soient sous le contrôle démocratique de l'ensemble de la communauté, ses organismes élus et le Parlement européen, et qu'il agisse uniquement sur la base de mandats du Conseil de sécurité des Nations Unies, et qu'elles soient employées pour défendre les pays membres de l'Union ou pour prendre part à des actions humanitaires. Le Pcbm exige que, sous prétexte de professionnalisation des forces armées de la République tchèque, le principe démocratique de défense et de protection de l'État et le rôle des citoyens dans ce processus ne soient pas abolis. Il s'oppose au mauvais usage des forces armées de la République tchèque comme corps expéditionnaire chargé de défendre les intérêts de pouvoirs étrangers dans des missions à l'extérieur du territoire national. »

Traduit par Le Manifeste

## À NOTRE PORTE

**Droits de l'Homme en Afghanistan**  
L'expert indépendant de l'ONU pour les droits de l'Homme en Afghanistan, Monsieur Chérif Bassouni, a attiré l'attention sur des infractions au droit humanitaire international concernant la situation de différents prisonniers, infractions qui relèvent pour partie du gouvernement de Kaboul, et pour partie des forces américaines. Il s'agit des conditions de détention inhumaines à Shibergan. Détentions n'ayant aucune base juridique, et pratiquées à la demande des autorités américaines.

De femmes jugées par des conseils tribaux pour des infractions d'ordre social ou moral, et non juridiques. De personnes placées en détention provisoire depuis 2 ans. De 300 à 400 personnes retenues à Kandahar par les forces américaines. Personne n'a eu la possibilité de les rencontrer. L'identité de certains n'est pas connue de la Ciadh (Commission indépendante afghane pour les droits de l'Homme).

L'enlèvement et le trafic d'enfants qui semblent être considérés de façon anecdotiques.  
*Informations communiquées par l'Onu*

**Rockers anti-Bush**  
Une coalition de rockers anti-Bush organise en octobre prochain une tournée « vote for change », 38 concerts qui auront lieu dans 32 villes des États-Unis. Cette « coalition » est composée de Sheril Crow, Jack Johnson et les Crosby, Still & Nash, Bruce Springsteen et son E Street Band, Pearl Sam, Jackson Browne, les Dixie Chicks, et le Dave Matthews Band.

**Un Guantanamo dans l'océan Indien**  
Camp Justice situé dans l'océan Indien sur l'île de Diego Garcia non loin de l'île Maurice en territoire britannique est loué depuis 30 ans à l'armée américaine. The Washington Post affirme que des prisonniers y sont détenus à des fins « d'éclaircissement » avant d'être transférés à Guantanamo Bay. Le magazine Time a relayé l'information quant à l'existence d'un camp de détention à Diego Garcia. Quel beau pays de justice et de démocratie que ces États-Unis d'Amérique !

**Les Américains bombardent Falloudja**  
A l'image des bombardements de civils palestiniens par l'armée israélienne, des avions de guerre américains ont bombardé Falloudja, mercredi 8 septembre, tuant une centaine de civils. Avec les enlèvements des journalistes français et des militants associatifs, en zone d'occupation américaine, du président de l'Alliance Patriotique Irakienne, c'est une véritable politique de terreur qui est en train de s'instaurer en Irak contre tous ceux qui s'opposent à l'occupation de ce pays ou qui veulent rendre compte de la situation en Irak.

# Qu'est-ce qu'un

Au moment où tous les communistes s'interrogent sur l'avenir du communisme et du Parti communiste français, il nous a semblé intéressant, sans polémique inutile, d'aller poser la question à ses militants. Cinq d'entre eux répondent ici, le débat est lancé...

## Être aux côtés des gens

Un vrai parti communiste devrait être un parti révolutionnaire. Il devrait faire des propositions pour réellement changer la société. Il devrait également élever la conscience des gens. Avant, nous avions des cellules d'entreprises et des cellules de quartier où on discutait. C'était un bouillonnement d'idées. On analysait ensemble les situations, on voyait les tenants et les aboutissants des problèmes. Ça élevait le niveau de réflexion parce que la réflexion collective est nécessairement plus riche qu'une réflexion individuelle.

Un parti communiste devrait aussi œuvrer pour la paix en France et dans le monde, et défendre l'indépendance nationale. Je m'étonne qu'on parle de la Palestine, de l'Irak ou du Venezuela dans les mêmes termes qu'ailleurs. Ce sont des situations complexes, qui auraient besoin d'être expliquées.

Enfin, un parti révolutionnaire devrait être du côté des salariés qui luttent. Avec le déclin du Parti, il n'y a plus de relais politique aux luttes dans les entreprises. C'est un handicap. Nos camarades se battent, mais il leur manque un parti qui propose des perspectives politiques fortes.

Auparavant, le Pcf s'attachait à faire de la politique autrement, avec les gens. Mais le Parti a disparu des cités populaires. On ne fait plus de porte à porte, on ne discute plus, on n'élève plus le niveau, on ne donne plus de perspectives. Il ne faut pas s'étonner que les gens ne fassent plus confiance aux partis ni à la politique. Comme il n'y a plus de perspectives, ils votent pour l'extrême droite.

Un parti communiste devrait expliquer que nous sommes dans une société capitaliste, qui est nuisible pour tout le monde. C'est une notion qui a disparu, dont plus personne ne parle. Or, si la bourgeoisie a du faire des concessions après la deuxième mondiale, elle a presque tout repris.

Un parti communiste devrait être aux côtés des gens. Pas pour faire de l'assistanat, mais pour élever le niveau de conscience. Si la classe ouvrière n'a pas de perspectives, elle restera enfermée dans des problèmes immédiats. On en reviendra à Germinal, peut être pas au niveau matériel, mais au niveau moral.

*Lucie Priarone,  
syndicaliste à Marseille*



## Un retour au communisme révolutionnaire

Le mouvement révolutionnaire a besoin de son organisation, de son Parti communiste. Le Pcf incarne-t-il encore cette organisation ? Depuis sa mutation, c'est fortement compromis. Cependant, grâce à son histoire, ses liens avec les personnes en difficulté, avec le peuple, et ses militants organisés dans ou hors Parti, il peut avoir un avenir. La gauche a toujours été animée par deux courants, l'un réformiste, l'autre révolutionnaire. Malheureusement, le Pcf incarne lui aussi le courant réformiste. Néanmoins, à l'intérieur du Parti, il existe un courant révolutionnaire, avec des communistes conscients, organisés, qui font du travail de clarification auprès de leurs camarades « légitimes ».

Adhérent depuis 1968, je suis pour un retour au travail théorique et philosophique, pour approfondir nos analyses, afin d'élaborer un projet, un programme communiste. Il nous faut revenir à Lénine. Son plan pour construire le Parti (extraits) : « Avant de nous unir, et pour nous unir, il faut d'abord nous démarquer, résolument et délibérément. », estimant ensuite : « La confrontation et la polémique sont nécessaires avec les divers courants se réclamant du socialisme. » Nous en sommes là aujourd'hui. Les bases du marxisme, du léninisme, ont toute leur validité. Je suis pour un retour aux fondamentaux, au communisme révolutionnaire adapté aux conditions de la lutte de classe de notre temps. Il faut rompre toute subordination au Parti socialiste, refuser toute compromission, rejeter toute ambition personnelle, la recherche de la notoriété, ... C'est cela qui tue le Parti. Redéployons le drapeau de l'internationalisme. Révolutionnaires dans ou hors du Parti, les communistes ont toute leur place dans la convergence, en poursuivant la voie révolutionnaire des

fondeurs du Pcf.

*Jean-Louis Rolland,  
Collectif Pcf 17  
La Rochelle*



## Retourner dans le monde du travail

J'attends d'un parti communiste qu'il revienne vers les gens les plus fragiles de notre société, qu'il recrée

de la solidarité. Retrouver la solidarité, réunifier les couches populaires, ressouder les gens : c'est ce qui nous manque aujourd'hui. Le Parti communiste ne comprend plus la société. Il a besoin de s'ouvrir et de retrouver le militantisme de base.

Le Pcf est dans une démarche d'accompagnement. Or, il faut savoir dire non à ce qui n'est pas bon pour le peuple, même si ça ne plait pas. Savoir dire non à l'économie de marché, par exemple. Le parti pourrait faire des propositions sur l'autogestion des entreprises par les salariés. Que les salariés se



Photo Patricia Latour



# vrai parti communiste ?

ET AUSSI  
DES NOUVELLES  
DU  
MONDE

réapproprient les outils de production est une question essentielle si on veut casser le capitalisme. Il ne faut pas avoir peur de faire ce type de propositions : c'est ce qui peut permettre un monde du travail moins divisé et l'égalité entre tous.

Concrètement, le Pcf devrait retourner dans le monde du travail, dans les cellules d'entreprises et dans les cellules de quartier. C'est un travail laborieux, de longue haleine, mais c'est ce qui pourrait permettre au Parti de retrouver des forces.

Le Parti a besoin d'avoir une ligne claire. Aux élections de mars 2004, on a vu que partout où le Parti faisait des propositions concrètes et parlait sur ses bases propres, avec ses propositions et ses candidats, il réussissait. Il suffirait que le Parti ait un programme clair, des propositions et qu'il écoute sa base pour qu'il retrouve la confiance de ses militants et de son électeurat.

*Marie-Christine Sorlin, syndicaliste, Vénissieux*



Besoin d'un parti réellement communiste

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un parti qui soit réellement communiste, un parti qui ait une idéologie et qui en soit fier.

Nous manquons d'outils d'analyse politique. Quand on discute avec les gens de la situation politique ou économique, ils ont un manque criant de repères. Leurs seuls repères sont ceux donnés par la télévision : autant dire que ça sonne creux !

Or, le Parti actuellement ne débat plus et ne fait plus de travail politique. Nous avons besoin d'un parti en prise sur la société, et qui s'exprime sur les sujets importants. Pas le tout venant, pas les sujets de société, mais les sujets essen-

tiels : la sécurité sociale, le temps de travail, ...

Nous avons aussi besoin d'un parti de masse. Ça n'a rien de nostalgique. Actuellement, j'ai l'impression d'appartenir à un noyau, pas à un parti ancré dans la population. On se sent isolé, alors qu'un véritable parti devrait être porteur d'idées et d'actions. Il devrait avoir à cœur d'informer, d'éduquer, de se prononcer sur les questions importantes.

En interne, cela se ressent également : on a besoin d'un parti réellement démocratique où l'on puisse débattre. Aujourd'hui, on a l'impression que le Parti débat de n'importe quoi sauf des questions politiques. Il n'y a même plus de critique du capitalisme.

Quand on essaie d'analyser les raisons qui font que le Parti a tellement dégringolé, on se dit que c'est le manque de réflexion de collective, le manque d'idéologie qui explique la situation. Il nous manque une réelle identité communiste, une idéologie et des outils d'analyse politique.

*Antoine Wolhgroth, militant syndical, membre du Parti communiste à Aubervilliers*



Rassembler le peuple communiste

Ce que j'attends d'un vrai parti communiste est assez simple. C'est d'abord la reconnaissance du caractère irréductible de la division de la société en classes. C'est ensuite, un parti internationaliste qui lutte contre l'impérialisme. C'est pour moi la base. À partir de là, un parti communiste doit offrir un certain nombre de repères, de perspectives sur l'issue de la réalité sociale, sur les questions de l'appropriation des grands moyens de production et

d'échanges. Pour moi, la question des nationalisations est autant d'actualité qu'il y a vingt ou cinquante ans. Il faut aussi redonner un sens non galvaudé aux exigences de solidarité comme la défense de la sécurité sociale, de la santé, des services publics et contribuer à développer les luttes sociales, les luttes syndicales.

En ce qui concerne l'internationalisme, je crois qu'il y a aujourd'hui nécessité de reconstruire une internationale pas comme celles qu'on a connu par le passé, une internationale ouverte, sans position centralisée. Les communistes doivent plus clairement apporter un soutien sans ambiguïté à tous les peuples qui subissent l'impérialisme notamment étatsuniens comme c'est le cas en Irak, dans certains pays d'Amérique latine ou en Afrique.

Bien sûr, il faut se poser la question de savoir avec qui on fait. Il faut d'abord essayer de rassembler tous ceux qui se réclament de la mouvance communiste, dans et hors le Pcf. On doit pouvoir trouver un terrain d'entente et des pratiques communes avec des militants qui se retrouvent dans des organisations d'extrême gauche ou des syndicats. Cela exige des changements internes. Mais il me semble qu'il faut d'abord rassembler le peuple communiste. Il faut aussi avoir des principes et des propositions qui correspondent à la réalité d'aujourd'hui. Quand on n'a pas d'idées, on n'échange avec personne. Il faut pouvoir compter pour quelque chose dans la société afin de rassembler notamment les nouvelles générations. Sans cela, c'est juste de la participation et on a vu ce que cela donnait.

*Jean-Albert Guidou, syndicaliste, communiste de Paris*



Promotion d'alternatives collectives

Le rôle du militant communiste et associatif dans la société actuelle dépend, en premier lieu, de notre façon de penser cette société et ses besoins. L'histoire semble balayer toute forme d'idéologie et de dogmatisme pour valoriser des formes plus concrètes d'action sociale. Cette transformation est liée à l'incapacité des grandes idéologies d'une part, et aux effets de l'ultra libéralisme et de la mondialisation d'autre part. Ainsi, dans un monde régi par les lois d'une économie libérale mettant les citoyens face au hasard des économies et des retombées de la concurrence mondiale, on assiste à un recul des acquis sociaux et du service public, bref à toute une tradition de solidarité.

C'est dans ce cadre qu'il faut concevoir le rôle du militant associatif et communiste. Le rôle des militants est de lutter contre l'ultra libéralisme, qu'il agisse directement ou masqué, par la promotion de l'esprit de solidarité face à l'individualisme ; la promotion d'alternatives collectives au niveau de l'action sociale ; la lutte contre l'exclusion sociale par des actions concrètes ; la sortie de l'action sociale des cadres de l'assistantat institutionnel en créant des conditions de développement humain indépendant.

*Fathi Tlili, militant associatif, communiste d'Aubervilliers*



Les Américains ont arrêté Abdul Jabbar Al-Kubaysi à Bagdad. Abdul Jabbar Al-Kubaysi est président de l'Alliance Patriotique Irakienne, organisation qui agit pour l'unification de la lutte de résistance nationale du peuple irakien contre l'agression et l'occupation américaine en Irak.

Abdul Jabbar Al-Kubaysi vient d'être arrêté à son domicile, à Bagdad, le 3 septembre, par un commando américain.

Abdul Jabbar Al-Kubaysi a été longtemps réfugié politique en France. Au mois de mai dernier, il participait à Paris à une réunion internationale de solidarité avec le peuple irakien. Il travaillait au moment de son arrestation à la libération des journalistes français et de leur chauffeur, otages d'une organisation inconnue de la résistance irakienne.

Marwan Al-Barghouti en danger de mort

2900 prisonniers palestiniens sont en grève de la faim dans les prisons israéliennes pour protester contre les conditions arbitraires et inhumaines de leur détention. Selon le Comité international de la Croix-Rouge, 8000 prisonniers sont actuellement détenus par Israël, dont plus de 90 femmes, et selon l'Unicef 360 enfants.

En cellule d'isolement depuis 2 ans, en grève de la faim depuis le 15 août, la santé de Marwan Barghouti se détériore. A ce stade de grève de la faim, il a perdu 18 kilos et souffre de déshydratation ; l'organisme a épuisé ses réserves et des destructions cellulaires irréversibles vont se produire.

Marwan Al-Barghouti est en train de mourir dans les prisons israéliennes.

Pétrole libyen aux enchères

La Libye a lancé des enchères pour l'exploration de 15 zones offshore et onshore, pour choisir ses collaborateurs étrangers. Les groupes pétroliers n'ont pas attendu pour faire le voyage en Libye. La compagnie anglo-néerlandaise Shell a annoncé avoir signé un accord avec la compagnie étatique libyenne pour l'exploration et la production de pétrole et de gaz. Les Etats-Unis ne sont pas en reste, puisqu'ils peuvent participer à la prospection depuis la levée des sanctions contre la Libye, de nouveau fréquentable.

Les patrons des grands groupes pétroliers européens et américains se succèdent donc à Tripoli...

Henri

# Une allure

Du 2 au 5 janvier 1991, Francis Combes et Patricia Latour ont rencontré le philosophe Henri Lefebvre, dans sa maison au pied des Pyrénées, quelques mois avant sa disparition. Ces conversations au coin du feu ont souvent pris une allure vagabonde. De cette rencontre exceptionnelle, ils ont fait un livre paru aux éditions Messidor (disponible au Temps des Cerises aujourd'hui) *Conversations avec Henri Lefebvre*. En voici un extrait sur la ville, la banlieue, la campagne et... l'amour.



Photo DK

La démocratie a pris naissance en Grèce, avec la cité. C'est du mot cité que vient le mot citoyen... Deux mille cinq cents ans plus tard, on n'a toujours pas réussi à la définir clairement. Chez les Grecs, il s'agit d'une démocratie urbaine. Mais chez nous également. Ce qui renvoie à une théorie de la ville.

Ce que Marx appelle la lutte des classes, n'est-ce pas en définitive la lutte pour la démocratie ? Une lutte économique, sociale et politique pour la démocratie urbaine ? Le décor du théâtre a changé.

Entre autres ont changé les rapports avec la campagne. Il y a un changement de caractère dominant de la société, qui passe de la campagne à la ville. Ce passage d'une société paysanne à une société urbaine est un changement énorme. Il est en cours, au plan mondial, et n'est pas terminé.

La vie urbaine est apparue au cours d'une longue histoire. Elle s'esquisse en Grèce, se précise à Rome ; décline avec le déclin du rôle politique de Rome et réapparaît au Moyen-Âge, de façon élargie.

Le côté progressif du capitalisme se manifeste dans l'affirmation de la vie urbaine.

– Vous avec élaboré un concept de l'urbain qui, comme tout concept, rend compte d'une histoire : celle de la formation et de la croissance de la société urbaine, avec le double mouvement d'élaboration de l'urbanité (au sens de civilité) puis de désintégration de cette urbanité.

La notion de l'« urbain » est productive dans tous les sens, et aussi parce qu'elle met l'accent sur les inconvénients de la vie urbaine.

– Les contradictions n'ont cessé de s'approfondir, tant

dans la vie réelle que dans l'idéologie. Ce qui constitue un problème fondamental pour ce qu'on appelle « le socialisme ».

On pourrait reposer la question de la contradiction ville-campagne dont Marx envisageait le dépassement et se demander comment cette contradiction se développe aujourd'hui, au moment où la ville semble l'avoir emporté sur la campagne.

Dans les sociétés capitalistes, la rente foncière réapparaît dans la ville qui semblait s'en affranchir par le biais de la hausse des terrains et des loyers. Dans le centre de Paris ceux-ci deviennent exorbitants. Il y a eu transformation du rôle du centre urbain. Au temps de Balzac, c'était un lieu de misère, aujourd'hui c'est le lieu de l'activité inventive.

Au cours de sa longue histoire, l'urbain a été le lieu et le milieu de l'invention. Aujourd'hui, cependant, il a en partie cessé de l'être. La campagne et l'agriculture ont reconquis un rôle important dans la réalité et dans la théorie. La question de la production agricole devient mondiale. C'est un des grands échecs, en URSS, que celui qu'a entraîné la volonté de faire disparaître la paysannerie. Il s'agit là d'une expérience cruciale. Le socialisme mondial devra ménager les espaces agraires. Le monde rural, j'y insiste, est aujourd'hui le lieu d'une inventivité (et pas seulement d'une tradition). Ce, notamment, au travers de l'agro-alimentaire.

– À propos de ces rapports ville-campagne aujourd'hui, on pourrait réfléchir à la question de la nature et de l'écologie. Il est clair qu'on ne peut plus vivre sur l'idée cartésienne, caricaturée, de l'homme « maître et possesseur de la nature ». La maîtrise par l'homme de la nature « naturelle » nécessite qu'il maîtrise aussi sa nature sociale, sinon la logique de l'accumulation et du profit à court terme, telle qu'elle fonctionne

à l'Ouest et telle qu'elle a souvent fonctionné à l'Est, aboutit au gaspillage et à la destruction de cette nature. Si je peux risquer une image, je dirais que nous devons nous comporter non seulement comme des maîtres mais aussi comme des « élèves » de cette nature. Il y a un passage chez Marx que vous citez dans *La Critique et que j'aime beaucoup, dans lequel il dit que la nature « est le corps inorganique de l'homme »...* On pourrait à partir de là réfléchir à l'articulation entre le marxisme et l'écologie.

En effet... Mais je voudrais revenir sur les contradictions du développement de l'urbain... D'un côté, l'extension de la vie urbaine dissout les vieux rapports de voisinage et, d'un autre côté, elle approfondit les rapports sociaux.

Il y aurait lieu d'approfondir l'analyse d'un phénomène capital : la banlieue. Ni ville, ni campagne, elle est un phénomène social original. Elle reste urbaine, dans le même temps qu'elle accompagne la désagrégation du centre urbain. Savoir découvrir où va sa transformation est un des problèmes du monde moderne. Ce qui s'observe particulièrement dans les mouvements de la jeunesse, qui sont tout à la fois étendus et conflictuels. À la fois porteurs d'une nouvelle barbarie et d'un renouveau de civilisation. Avec l'apparition de nouveaux rapports, notamment entre les sexes. Ça prolonge, en la modifiant la lutte des classes... Ça se surajoute. Ça la modifie, ne la fait pas disparaître.

– On pourrait réfléchir de même sur le mouvement des femmes.

Une des questions fondamentales c'est de saisir le rapport entre la lutte des classes et la lutte des sexes. À l'origine du mouvement féministe, le mouvement des femmes était d'un côté, et le grand mouvement de transformation sociale était de l'autre ; ce qui les a conduits dans des impasses. Ce fut à la fois un mouvement



# Lefebvre vagabonde

stimulant et freinant. Ces dernières années ont vu, du fait de son étroitesse, un recul du mouvement féministe... Un mouvement plus large, visant la transformation de la société, et pas seulement la condition de la femme, mais l'englobant, s'est déployé. Sans obtenir pour l'instant de résultats définitifs.

Dans la Critique de la vie quotidienne, Henri Lefebvre écrivait : « Notre époque a vu disparaître un certain nombre de tabous ridicules, après avoir été fort sérieux, qui frappaient d'interdit les questions sexuelles, les vêtements, en tant que signes extérieurs de chaque sexe, le corps et la nudité. Cependant, comme si ces interdits se prolongeaient leur violation provoque encore un choc. [...] La femme déshabillée peuple les affiches, les devantures, les couvertures de magazines, les films... [mais] il n'y a rien de vraiment sensuel dans ce déchaînement de sexualité et c'est peut-être là son caractère le plus profond. »

La discussion sur la libération des sexes et la condition de la femme menace de se prolonger ; mais il est déjà tard et il paraît plus sage de s'en tenir là pour l'instant. Nous nous séparons donc après nous être dit bonsoir. Cela ne s'écrit peut-être pas dans un ouvrage sérieux où il est question de théorie et de philosophie, mais

en quittant Catherine et Henri nous éprouvons le sentiment de quitter une maison habitée par une singulière et forte histoire d'amour. Un peu comme dans un conte célèbre ; dans l'histoire de cette demeure ancienne où vivent deux êtres qui s'aiment. Elle l'appelle affectueusement « Ma Bête ». Et lui l'appelle « Ma belle »...

On pourrait placer là un court développement sur l'amour. Le sujet a beaucoup occupé notre métaphilosophie. Souvent il y est revenu et lui a consacré quelques-unes de ses pages les plus belles et les plus éclairantes.

« L'amour et les femmes ont eu pour moi la plus grande influence. Je n'ai pris au sérieux que trois réalités, l'amour, la philosophie et le parti. Trois déceptions ? Jusqu'à un certain point. Je souhaite aux railleurs d'aussi émouvantes ou ardentes déceptions. » « ... L'acte d'amour entre un homme et une femme résume une société jusque dans ses aspects clandestins et cachés ; mais c'est parce qu'il s'accomplit (légal ou non) en secret, hors de cette société. C'est un acte social extra-social. »<sup>2</sup>

Inépuisable sujet de méditation dont Henri Lefebvre a plus d'une fois essayé d'essayer la théorie. Notamment quand il a défini l'amour comme un « moment » contradictoire.

« L'amour est un moment... J'entends par ces mots d'abord la tentation perma-



Photo DR

nente de l'absolu. L'amour tend vers l'absolu ; sinon, il n'existe pas. Et pourtant l'absolu est impossible, invivable, absurde. À son voisinage rôde la folie : la folie passionnelle, celle de la solitude, ou du renoncement à ce qui n'est pas lui. »

L'amour est donc aussi inquiétude, tension et « rapports difficiles avec un "être" que l'amour veut libre et sur lequel il ne peut pas ne pas vouloir établir son pouvoir. » La vision qu'en a Henri Lefebvre est marquée, il ne s'en cache pas, par les grands

mythes amoureux qui sont aux origines de notre civilisation, celui d'Ariane, celui de Béatrice qui sont toutes deux des guides et des intercesseurs. La femme est pour le penseur la médiatrice du monde. Homme de son siècle, il en vit les contradictions. Il sait que cette théorie de la « femme médiatrice correspond non seulement à une immense tradition, mais à une civilisation où la femme subordonnée économiquement recevait le privilège d'une situation culturelle favorisée, encore qu'elle ne

pût éviter les inconvénients pratiques de la subordination sociale, ainsi que ceux provenant du caractère limité (aux classes dirigeantes, à l'intelligentsia) de son privilège culturel. Or, cette situation se termine, se dépasse. Elle n'est pas encore dépassée ».

Francis Combes  
et Patricia Latour

- 1- La Somme et le reste.
- 2- La Critique de la vie quotidienne.
- 3- La Somme et le reste.

## Bibliographie non exhaustive

**Le marxisme**  
Eds Puf ; poche ; étude ; 11/2003

**La survie du capitalisme - La reproduction des rapports de production**  
Henri Lefebvre ; Jacques Guigou ; Remi Hess  
Eds Economica ; étude ; 05/2002

**Méthodologie des sciences**  
Eds Economica ; étude ; 03/2002

**La fin de l'histoire**  
Henri Lefebvre ; Pierre Lantz  
Eds Economica ; essai ; 09/2001

**Rabelais**  
Henri Lefebvre ; Remi Hess ; Christine Delory-Momberger  
Eds Economica ; biographie ; 09/2001

**L'existentialisme**  
Henri Lefebvre ; Remi Hess  
Eds Economica ; étude ; 06/2001

**Du rural à l'urbain**  
Henri Lefebvre ; Remi Hess  
Eds Economica ; essai ; 02/2001

**Espace et politique - T2 Le droit à la ville**  
Eds Economica ; étude ; 10/2000

**Musset**  
Eds Arche ; 10/1998

**Introduction - Critique de la vie quotidienne T1**  
Eds Arche ; essai ; 10/1998

**Fondements d'une sociologie de la quotidienneté - Critique de la vie quotidienne T2**  
Eds Arche ; 10/1998

**De la modernité au modernisme - pour une métaphilosophie du quotidien - Critique de la vie quotidienne T3**  
Eds Arche ; 10/1998

**Lukacs 1955**  
Henri Lefebvre ; Patrick Tort  
Eds Aubier ; 01/1986

**L'Idéologie structuraliste**  
Eds Seuil

**Vers le cyberanthropologie**  
Eds Denoel

**Nietzsche**  
Syllepse Eds ; biographie ; 12/2003

**Métaphilosophie**  
Henri Lefebvre ; Georges Labica  
Syllepse Eds ; essai ; 11/2000

**La conscience mystifiée suivi de la conscience privée**  
Henri Lefebvre ; Norbert Guterman  
Syllepse Eds ; 01/1999

**Éléments de rythmanalyse - introduction à la connaissance des rythmes**  
Syllepse Eds ; 01/1992

**Les unités perdues**  
Virgile Eds ; roman

**Du contrat de citoyenneté**  
Syllepse Eds ; 01/1990

**Une Pensée devenue monde - faut-il abandonner Marx?**  
Eds Fayard

## Un penseur marxiste

Henri Lefebvre est l'un des principaux penseurs marxistes français. Il a joué avant guerre un rôle important pour la connaissance du marxisme en France (à travers les *Morceaux choisis de Marx*, avec Norbert Guterman) et pour renouveler la vigueur critique du marxisme (notamment par un livre qui a fait date : *La Conscience mystifiée*). Son œuvre abondante l'a conduit à s'intéresser à des sujets très divers, comme en témoignent ses titres : *Musset, Rabelais, Nietzsche, Marx et la liberté, Proclamation de la Commune, Contribution à l'esthétique, Pour connaître la pensée de Lénine, Métaphilosophie, Logique formelle, logique dialectique, Le retour de la dialectique...*

Henri Lefebvre n'a jamais bâti de système théorique, mais il a été un éveillé d'idées, un inspirateur. Il était au sens propre un « amateur », c'est à dire quelqu'un qui aime. Nombreux sont ceux qui lui doivent quelque chose. Beaucoup (de certains urbanistes aux autonomes italiens, en passant par les situationnistes) ont été influencés par ses idées et lui ont emprunté des intuitions ou des concepts, souvent en trahissant sa pensée. Mais c'est après tout le signe de sa fécondité théorique

L'une de ses œuvres majeures est sans doute la *Critique de la vie quotidienne* (en trois volumes). Penseur révolutionnaire, Henri Lefebvre n'a eu de cesse de rendre au marxisme sa vitalité créative, en le dégageant du dogmatisme et de l'économisme, sans tomber dans l'humanisme plat.

Quand nous l'avons rencontré pour ce livre d'entretiens, quelques mois avant sa mort, nous avons eu la surprise de découvrir que le vieux philosophe, à plus de quatre-vingt dix ans, malgré les inévitables atteintes de l'âge, avait gardé un niveau d'information mondial, une grande curiosité intellectuelle et du goût pour la vie. Après la chute du mur de Berlin, lui qui avait produit l'une des critiques les plus profondes du stalinisme et du socialisme réel, se refusait à « jeter l'enfant avec l'eau du bain ».

Au plan politique, la question qu'il nous a léguée (et qui est toujours la question centrale aujourd'hui) est : comment faire pour que la voie démocratique soit aussi une voie révolutionnaire, et qu'elle change vraiment la vie ?

Athènes

# Les seigneurs des anneaux !

Alors que télévisions, radios, journaux ont pendant quinze jours centré l'essentiel de leurs informations sur les Jeux Olympiques, il est nécessaire de remettre l'événement en perspective.

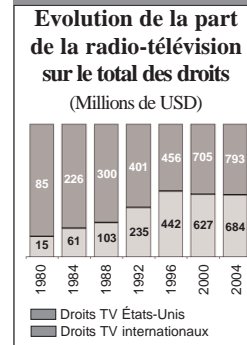
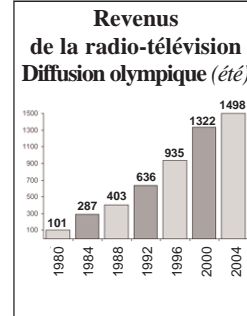
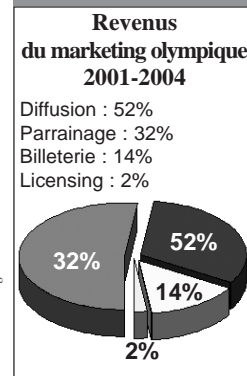


produits, tout en s'exonérant de la moindre obligation sociale (mécanisme que l'on retrouve à tous les échelons, en France par exemple, sur les chantiers du Queen Mary II ou du futur immeuble du Monde construit par Bouygues).

Le CIO, saisi du problème et invité à se prononcer, a refusé de se tirer une balle dans le pied et de recevoir la représentante d'une ONG porteuse d'une pétition comprenant 540 000 signatures : les contrats de sponsoring constituent sa deuxième ressource après les droits télévisés. Belle illustration d'esprit olympique.

Louis Alexandre

**Les J.O. en chiffres**  
Source C.I.O.  
(<http://www.olympic.org/>)



Pendant que les athlètes concouraient pour l'or, une autre compétition se déroulait en parallèle... pour l'argent. Les spécialistes ont calculé que l'événement serait suivi au total par un peu plus de 4 milliards de téléspectateurs... donc de consommateurs en puissance : une manne pour ceux qui ont quelque chose à vendre et surtout les moyens d'annoncer.

## Des chiffres pharamineux

Ceci explique le budget totalement démesuré des JO : 1,960 milliards d'euros, soit près de 13 milliards de francs, chiffre couvert à hauteur de 1,2 milliards d'euros par l'ensemble des télévisions du monde et 576 millions d'euros par le sponsoring, dont 276 millions d'euros pour les seuls « sponsors officiels du Comité olympique », soit onze multinationales qui ont investi en

moyenne 25 millions d'euros dans l'événement proprement dit et trois fois plus en communication. Ces chiffres pharamineux ne peuvent s'expliquer que par les profits considérables que ces firmes réalisent sur l'ensemble de la planète, et parmi elles, bien entendu, huit sont américaines : Coca-Cola, McDonald's, Schlumberger-Atos, Xerox, Visa, Sport Illustrated, John Hancock.

Les autres annonceurs, qui ont investi des sommes moindres mais néanmoins considérables, ont été classés en trois catégories : les « grands partenaires » (Heineken, Hyundai...), les « supporters officiels » (Adidas, Shell, General Electric, Waste Services...) et les « fournisseurs officiels » (Mizuno, Mondo...). Rien que du beau monde, le leitmotiv du Comité international olympique étant de privilégier la qualité des partenaires par rapport à la quantité, afin « de mieux ma-

triser l'aspect commercial des jeux ». On ne peut pas être plus clair.

## Contreparties...

En contrepartie, les annonceurs avaient naturellement des exigences à la hauteur de leurs investissements. Ainsi, sur les 50 sites où se déroulaient les épreuves, les spectateurs ont été fouillés à l'entrée. Ils ne pouvaient amener ni boisson – à l'exception de Coca-Cola – ni nourriture. En revanche, à l'intérieur, ils pouvaient acheter des bouteilles d'Area – eau minérale locale propriété de Coca-Cola, d'Heineken – qui bénéficiait de l'exclusivité des boissons alcoolisées –, et des Mac Do pour manger. Ils ne pouvaient pas porter de vêtements, chapeaux, sacs à l'enseigne des concurrents, ni faire de la publicité pour ces derniers sous quelque forme que ce soit... Les distributeurs de billets n'acceptaient que les

cartes Visa... Bel exemple de la libre concurrence que ne cessent de prôner les tenants du libéralisme. Mais au fond, rien n'obligeait les spectateurs à se rendre aux stades.

## Course aux profits

L'ensemble des médias ont été peu diserts sur les revers de la médaille et sur les différentes actions de contestation menées par plusieurs ONG qui ont tenté de profiter de l'événement pour mener des campagnes de sensibilisation, en particulier sur la manière dont sont produits en Asie et en Europe de l'Est les articles sportifs des grandes marques Nike, Adidas, Puma et autres Reebok. Pour améliorer leur image de marque, ces sociétés ont signé des chartes de bonne conduite. Dans les faits, grâce aux bureaux de représentation locaux et à des cascades de sous-traitants, elles continuent d'exploiter sans vergogne les ouvriers qui fabriquent leurs



# La révolution de Saint Domingue

Voilà 200 ans, le 1<sup>er</sup> janvier 1804, la première République noire était proclamée en Haïti. Cette indépendance était la conséquence de douze années de révolution. Entre 1791 et 1803, les esclaves de cette île se sont soulevés pour arracher leur liberté. Toussaint Louverture, mort au Fort de Joux dans le Jura, est l'un des chefs de cette révolution.

En 1791, la partie occidentale de l'île de Saint-Domingue appartient à la France depuis 1695. Une petite partie des esclaves – cochers, cuisiniers, domestiques etc. – échappent au sort misérable de la majorité. C'est de là que viennent les chefs de la future révolution. Une partie des mulâtres, qui a pu se hisser au rang de propriétaires – ce qui rendait d'autant plus insupportables, à leurs yeux, l'humiliation dont ils étaient victimes – ont également participé à cette révolution.

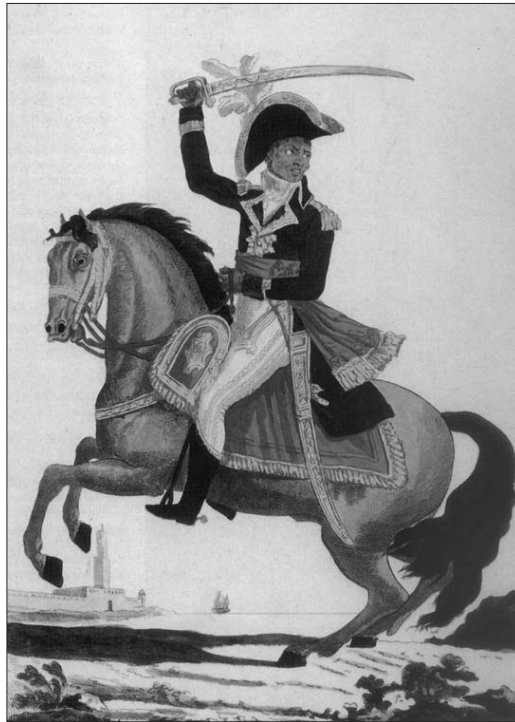
## Toussaint Louverture

Lorsque la révolution française éclate, en 1789, les riches planteurs cherchent à en profiter pour se libérer de l'autorité royale. Paradoxalement, cette dernière a cherché un point d'appui contre ces « révolutionnaires » esclavagistes auprès des mulâtres. Les « petits blancs », tout en arborant la cocarde rouge, prônent l'extermination et l'expropriation des mulâtres. L'Assemblée nationale, dans laquelle la bourgeoisie maritime prédomine, refuse de reconnaître les droits des riches mulâtres. Alors, de même que la lutte entre la bourgeoisie et la monarchie a ouvert la voie à l'entrée en mouvement du peuple parisien, le conflit entre les blancs et les mulâtres de Saint-Domingue fait sortir les esclaves noirs de leur torpeur. La révolte commence en mars 1791. Toussaint Bréda – le futur Toussaint Louverture – s'est joint aux insurgés. Mais après quatre mois, l'insurrection s'essouffle. Les chefs des esclaves, dont Toussaint, tentent de négocier leur capitulation contre la reddition de quelques dizaines de chefs. Mais la classe dirigeante ne veut rien savoir. Il faut donc poursuivre la révolution. Le gouvernement français envoie une expédition militaire, dirigée par Sonthonax, pour rétablir l'ordre sur l'île. Le 10 août 1793, pendant le voyage, la monarchie est ren-

versée par le soulèvement des masses parisiennes. Pour la première fois, les esclaves de Saint-Domingue ont des alliés puissants en France.

## Napoléon rétablit l'esclavage

Mais entre-temps, Toussaint et son armée d'esclaves se sont rangés du côté de l'Espagne pour combattre les forces armées envoyées de France. Les Britanniques, profitant des difficultés de Sonthonax, prennent le contrôle de toute la côte occidentale, à l'exception de la capitale. C'est alors que Toussaint prend connaissance du décret abolissant l'esclavage (4 février 1794). C'est la victoire. Il abandonne aussitôt les Espagnols – par la suite rapidement évincés –, rejoint Sonthonax et lance son armée contre les Britanniques. En France, après la chute des Jacobins, ce sont les ennemis des esclaves, et notamment la bourgeoisie maritime, qui reviennent aux affaires. Toussaint sent que le vent tourne et se brouille avec Sonthonax, qu'il renvoie en France. Le Directoire envoie à sa place le général Hédouville, qui rallie les mulâtres, dirigés par Rigaud, et cherche à renverser Toussaint. Mais Toussaint ordonne à son général, Dessalines, de marcher contre Hédouville, qui doit embarquer en toute hâte pour la France. Toussaint et Dessalines mènent une guerre victorieuse contre Rigaud, dont l'armée mulâtre contrôle encore le sud de la colonie. Toussaint règne en maître sur la colonie. Au cours de tous ces changements d'alliance, il n'a jamais été question, pour Toussaint, d'indépendance. En France, Napoléon Bonaparte décide de rétablir l'esclavage dans les colonies. À cette fin, il envoie, en décembre 1801, une expédition de 20 000 hommes à Saint-Domingue, sous le commandement de son beau-frère, le général Leclerc. La politique de Toussaint nourrit la frustration des anciens esclaves, qui lui reprochent de favoriser les



Toussaint Louverture - Image d'épinal (Document DR)

blancs dans le but de soigner ses rapports avec la France. Toussaint fait fusiller Moïse, son neveu, qui est vénéré par tous les anciens esclaves comme un héros. Alors que l'expédition s'approche, les blancs manifestent leur enthousiasme devant la perspective d'un rétablissement de l'esclavage. Mais Toussaint, convaincu qu'un compromis est encore possible, n'agit pas. Son comportement est dicté par son souci de se concilier le gouvernement français. Au lieu d'expliquer clairement les objectifs de l'expédition, de purger son armée des éléments douteux, de réprimer les blancs qui réclament le retour de l'esclavage, il continue de prêter allégeance au pouvoir français, alors que celui-ci se prépare à massacrer les siens. C'est ce qui explique la dislocation et la confusion désastreuse qui existe dans son camp au moment du débarquement, ainsi que les premiers succès des troupes de Napoléon.

## Toussaint tombe dans un piège

Toussaint se ressaisit. La résistance s'organise et l'avance des forces françaises est contenue. Avec la saison des pluies et la fièvre jaune, les pertes infligées aux Français mettent Leclerc, lui-même épuisé et malade, dans une situation très précaire. L'incroyable bravoure des anciens esclaves affecte le moral des soldats français, qui se demandent si la justice est vraiment de leur côté. Lorsque Leclerc meurt, en novembre 1802, il ne lui reste que 2 000 hommes sur les 37 000 qui ont débarqué par vagues successives. En même temps qu'il dirige vaillamment les combats, Toussaint continue de chercher un compromis avec la France. Il négocie finalement un accord de paix avec Leclerc, qui a besoin de gagner du temps : il attend des renforts.

Victime de sa vision périmée de la France, qui n'est plus celle de 1794, Toussaint tombe finalement dans un piège. Invité à des négociations pour mettre fin à la guerre, il est arrêté et déporté en France. Il meurt de froid et de négligence à Fort-de-Joux, dans le Jura, en avril 1803.

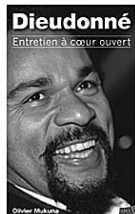
La nouvelle du rétablissement de l'esclavage en Martinique et dans d'autres îles se répand à Saint Domingue, créant une situation très tendue. Finalement, devant l'ampleur de l'insurrection, les généraux mulâtres Piéton et Clairveaux passent du côté de la résistance. Rochambeau, qui remplace Leclerc, mène comme lui une véritable guerre d'extermination contre les noirs, qui par milliers sont fusillés, pendus, noyés ou brûlés vifs. Dessalines, qui prit le relais de Toussaint, n'avait pas ses scrupules vis-à-vis de la France. Son mot d'ordre était : « indépendance ». Il rend coup pour coup et massacre systématiquement les blancs. La guerre prend l'allure d'une guerre raciale. Cependant, sa véritable cause est à rechercher dans l'avarice de la bourgeoisie française.

Il s'agit moins d'une guerre d'armées que de populations. Rochambeau ne peut pas tenir longtemps et décide, en novembre 1803, d'évacuer l'île. Le 31 décembre, l'indépendance est accordée. Toussaint n'est plus, mais l'armée révolutionnaire qu'il a créée a une fois de plus vaincu une puissance européenne. Les dirigeants de cette armée, ainsi que les innombrables inconnus qui se sont battus et qui sont morts pour en finir avec l'esclavage, sont tous, comme l'écrit C.L.R James<sup>1</sup>, des « héros de l'émancipation humaine ».

Greg Oxley

1- *Les Jacobins Noirs* (1938)

# Identitarismes, communautarismes, mondialisation.



Olivier Mukuna

**Dieudonné**  
Entretien à cœur ouvert

**D**ans ce livre paru aux éditions Epo en juillet dernier, Dieudonné Entretien à cœur ouvert, l'artiste controversé, Dieudonné M'Bala M'Bala se livre sans concession. On se souvient que suite à un passage, sans doute maladroit mais qui disait bien les choses sur l'extrémisme juif, Dieudo s'était quasiment fait interdire de spectacle, avant de gagner son procès. Il devient bien difficile aujourd'hui de donner un autre son de cloche que celui officialisé par les médias et les intellectuels bien pensants. Dieudo n'est pas de ceux-là. Il a lui un idéal qu'il a su défendre à plusieurs reprises jusqu'à se présenter à différentes élections. Il a aussi un cœur et il le montre dans ce livre. Lors de la conférence de presse de présentation du livre il déclarait : « *Je suis un homme libre, universaliste et humaniste. Les frontières ethniques ou religieuses ne me concernent pas. J'ai envie de porter ce point de vue à la tribune. La survie de l'espèce humaine va passer par l'abolition de ces frontières communautaristes.* » Merci à lui de ne pas avoir sa langue dans sa poche et de ne pas nous servir la soupe officielle. Un livre qui milite aussi pour cela. L'entretien est réalisé par Olivier Mukuna, journaliste qui a collaboré à des journaux comme *Le Matin*, *La Dernière Heure*, *L'Hebdo* ou le *Journal du Mardi*. Dans la préface, il nous présente ce portrait : « *au final, Dieudo n'est pas sans contradictions ni défauts. Encore moins doté d'un sens aigu de la diplomatie ou du compromis. Mais ceux-ci restent-ils efficaces lorsque plusieurs dérives racistes sont niées depuis trop longtemps... Ne fût-ce qu'au nom de ses combats antérieurs, les arguments de l'humoriste méritent réflexion plutôt que l'infamie.* » Un livre à découvrir pour mieux connaître l'artiste courageux et franc, l'homme, ses doutes et ses convictions.

Patricia Latour

Dieudonné Entretien à cœur ouvert, par Olivier Mukuna, éditions Epo, 120 pages, 10 euros.

À propos de « Mondialisation et identité.. » de F Arzalier.

**C**e livre reprend une publication parue il y a 15 ans, qui analysait les mouvements régionalistes (corse, alsacien, etc.) ou anti-colonialistes (en Algérie). Définis comme identitaires, ils ont conduit à une phase de collusion avec fascisme et nazisme et, par là, à l'échec. Sans doute (et c'est ce à quoi aboutit l'auteur pour la Corse qu'il aime et connaît bien) est-ce parce que cet identitarisme ne répondait pas à une large « identité ». L'identité est en effet une réalité pour tout individu, qui n'a donc ni à la chercher ni à la bâtir. Elle l'est aussi pour une collectivité, dans la mesure où celle-ci partage une structure sociale,

impliquant un espace commun (son territoire), une intercompréhension (une langue commune) qui construisent des bases culturelles communes. On en revient à la définition... stalinienne, de la nation, contestée par l'auteur, qui n'en reste pas moins encore aujourd'hui la communauté stable sur son territoire ; qu'elle y soit indépendante ou qu'elle lutte pour l'être. Les rapports de classe sont une réalité inscrite en son sein, même si leurs solidarités s'établissent de l'une à l'autre. N'est-ce pas la recherche d'une « identité » individuelle dans une identité collective ? Une identité assise seulement sur l'adoption d'une reli-

gion, par exemple, d'une « communauté », juive ou musulmane, assimilée à un peuple. Qui permet toutes les manipulations, comme la « solidarité » avec la colonisation d'un territoire occupé par un État (la Palestine par Israël), ou le morcellement d'un État-nation de langues homogènes entre dominants catholiques, musulmans et orthodoxes (la Yougoslavie) ou, la dichotomie subtile selon tantôt la langue (arabe, turque, kurde) tantôt la religion dominante (sunnite ou chi'ite). C'est ce « communautarisme », dérive du réel dénoncée par l'auteur avec la dérive du monde, réel en mondialisation, qui permet autant de



Photo Le Temps des Cerisiers

fragmenter une nation à intégrer à l'Europe (entre ses musulmans, juifs, corses), que d'arbitrer au sein d'un pays à « démocratiser ».

André Prenant

## Un bateau pour la Libération

Chaque année, le 20 août, date anniversaire de la Libération de La Ciotat, les anciens métallos des chantiers navals viennent rendre hommage à leur camarades résistants morts pour la France, devant les plaques du souvenir, apposées à l'intérieur du site industriel.

**C**es commémorations sont l'occasion de se souvenir que les chantiers ont été le symbole de

la résistance ouvrière à l'occupant nazie et aux autorités collaborationnistes. En témoigne, l'histoire du navire numéro

161, le *Maréchal Pétain*. Il fut lancé le 10 juin 1944, près d'un an après la date prévue. En effet, différents actes de sabotage avaient empêché le navire de sortir de la rampe de lancement du site industriel dirigé par les forces allemandes. Le 10 juin, devant les autorités militaires allemandes, les soldats en arme, la direction des chantiers, les personnalités civiles et religieuses, le bateau commence à s'enfoncer dans le port de La

Ciotat. À ce moment, les métallos entonnent à tue-tête *La Marseillaise* sous les regards médusés des soldats allemands. Personne n'ose réagir à ce mouvement, quatre jours après le débarquement en Normandie... À la fin de la guerre, le bateau sera finalement rebaptisé *La Marseillaise*. Il ne pouvait pas en être autrement. Dix jours plus tard, la ville était libérée par ses propres enfants, alors que le maire de la ville semble s'entêter à vouloir fêter la Libération de La Ciotat, le lendemain, 21 août, jour de l'entrée des troupes françaises dans la cité...

Sébastien Nadau

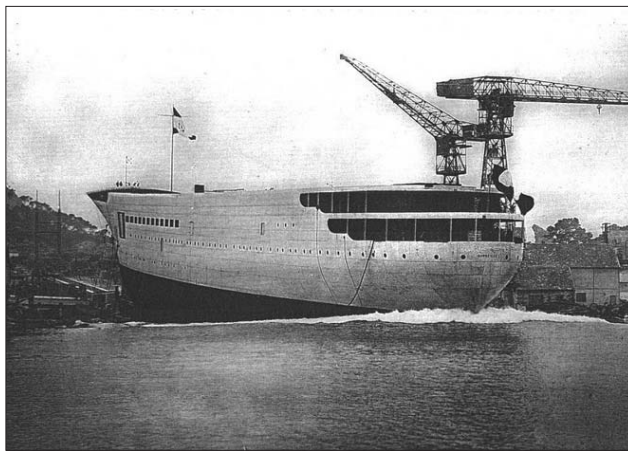


Photo DR



Rencontre avec Jean Métellus

# Toussaint et Haïti

Jean Métellus est neurologue et l'un des écrivains majeurs d'Haïti. *Le Manifeste* l'a retrouvé sur l'île d'Ouessant, pendant le Salon du livre insulaire qui en cette fin du mois d'août mettait à l'honneur la littérature et les écrivains d'Haïti. (On célèbre en effet cette année, mais de manière en général très discrète, le bicentenaire de la première République noire). Entre deux grains et deux embellies (car le temps sur l'île change tous les quarts d'heure), Jean Métellus nous a accordé un entretien pour *le Manifeste*.

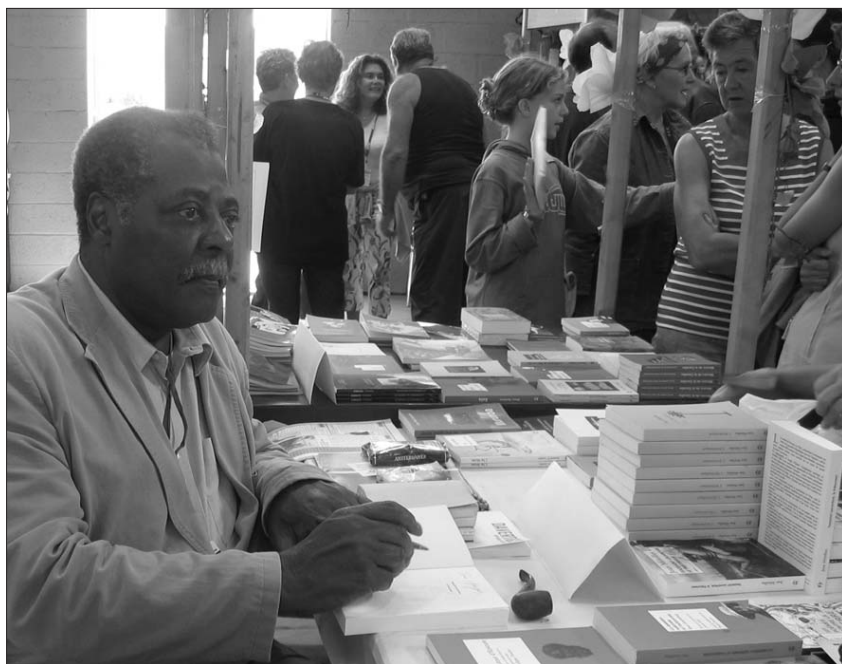


Photo Patricia Latour

**J**e suis arrivé à la littérature, raconte-t-il, parce que, étudiant en médecine à Paris, j'ai vécu dans un milieu qui m'a incité à lire beaucoup. J'étais responsable de la bibliothèque de la Maison suisse, à la Cité universitaire. Je lisais beaucoup et tout le temps. C'est comme ça que j'ai découvert Balzac, Rousseau, Aragon, Michel Leiris, Unamuno, Saint John Perse, Cervantes...

J'ai bien sûr été influencé par les écrivains de la négritude, Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor et Léon Gontran Damas, l'auteur de *Black Label*. Sans eux, je n'existerais pas.

Ils m'ont donné une base pour me tenir debout. J'ai d'abord publié *Au pipirite chantant*, chez Maurice Nadeau, en 1973, puis sept romans chez Gallimard.

En Haïti aujourd'hui, je suis censuré par le prix des livres. J'ai vu mes livres à l'aéroport, mais personne ne les achète ; ils sont trop chers.

De plus, 70 % peut-être de la population est analphabète. Je n'écris donc pas pour le pay-

san haïtien d'aujourd'hui, mais pour le futur.

Je parle le créole, mais j'écris en français. On parle beaucoup d'identité, mais de ce point de vue, il y aurait beaucoup à dire. Il ne faut pas oublier que le terme créole au départ désigne les Blancs vivant sous les Tropiques. Moi, je me définis d'abord comme Africain.

**Pourquoi avoir écrit un roman sur Toussaint Louverture, après lui avoir consacré une pièce de théâtre, il y a quelques années ?**

Pour nous, Toussaint est un dieu. J'ai voulu éclairer sa vie en l'inventant. Toussaint est un homme exceptionnel. Il a fait trembler les fondations du vieux monde et il a mis en échec l'armée qui avait vaincu l'Europe. C'était un grand stratège, un génie militaire. Il fallait le dire avec une certaine insistance car il y a souvent une tendance à minimiser ce qui vient de notre monde. Napoléon, lui, l'a malheureu-

sement compris, qui l'a fait arrêter et enfermer au fort de Joux, dans le Jura. Parmi les plus grands hommes du XVIII<sup>e</sup> siècle, il y a Napoléon, l'Abbé Grégoire et Toussaint Louverture. La France devrait lui rendre hommage... C'est grâce à lui qu'a pu être fondée la première République noire, par Dessalines ; même si lui-même était déjà mort à ce moment-là.

*Il est difficile de parler littérature avec Jean Métellus sans en venir à parler de l'histoire de son pays et à évoquer la situation actuelle, qui, vue de France, ne paraît pas vraiment claire. Après les années de la dictature des Duvalier père et fils, puis après la déception provoquée par Aristide, il semble pour beaucoup de Français que Haïti soit condamné à la misère et à la violence. Y aurait-il une sorte de malédiction ? Jean Métellus évoque certains faits historiques qui aident à comprendre les difficultés qu'a Haïti pour « décoller ».*

Après l'indépendance, le peuple d'Haïti a dû payer 150 000 francs ou pour indem-

niser les colons français, dont Char-les IX. Alors que c'est eux qui auraient dû indemniser les Haïtiens pour les richesses volées pendant toutes les années de l'esclavage. C'est une banque française qui a prêté l'argent au gouvernement haïtien. Par la suite, c'est une banque américaine qui a pris le relais... et pendant deux siècles les Haïtiens ont remboursé les intérêts. Sous la contrainte. Le grand Jules Ferry, par exemple, avait menacé Haïti d'une intervention si elle n'honorait pas les échéances !

De 1915 à 1934, les États-Unis ont occupé le pays. Le 17 janvier 1914, les Haïtiens ont vu débarquer un navire de guerre américain à Port-au-Prince. Un détachement de soldats s'est directement rendu à la Banque centrale et, sans autre forme de procès, s'est emparé de l'encaisse or du pays. Ensuite, alors qu'ils investissaient plus d'un milliard de dollars pour développer une industrie sucrière à Cuba (et une classe ouvrière... qui leur a causés les déboires que l'on sait), ils ne mettaient que 20 millions de dollars à Haïti, principalement dans des routes construites grâce aux paysans réquisitionnés.

La bourgeoisie haïtienne a aussi sa responsabilité. C'est une bourgeoisie répugnante car elle a maintenu le peuple dans l'analphabétisme. On estime aujourd'hui qu'1 % de la population dispose de 40 % du budget du pays. Autrefois la richesse du pays venait de ses plantations, aujourd'hui le pays importe des États-Unis le sucre et le café...

Aristide avait suscité un grand espoir. Cela correspondait à la théologie de la Libération. Mais il a changé à 180°, notamment après son retour des États-Unis. Il s'est enrichi, semble-t-il avec la drogue. Il

s'est appuyé sur le *lumpen-proletariat*, avec ses Chimères. Comme les macoutes, ce sont des espèces de croquemitaines. Ils tuent, mais ils ne comptent pas.

Aujourd'hui, il n'y a pas de vraie classe ouvrière en Haïti et le mouvement populaire n'est pas organisé. Quant au nouveau premier ministre, Latortue, il est très lié aux Américains. Mais comme je suis un optimiste, je pense que les choses peuvent changer. Il peut y avoir une évolution...

*Propos recueillis par Francis Combes*



Photo Le Temps des Cerises

**Décès d'André Stil**  
André Stil est décédé, à l'âge de 83 ans, vendredi 3 septembre, à son domicile dans les Pyrénées-Orientales. Cet instituteur entre au Parti communiste en 1944. En 1950, il devient rédacteur en chef de *L'Humanité*, dirigée alors par Louis Aragon. Membre du Comité central dès 1952, il en est écarté en 1970. Il restera fidèle au Parti communiste, bien qu'en désaccord parfois avec la ligne officielle. Auteur de romans, nouvelles, poésies, essais, il rejoint l'Académie Goncourt en 1977. Ses livres les plus connus sont *Le Premier choc*, *Romansonge*, *L'Ami dans le miroir*, *Gazelle*, *Le Mouvement de la terre*.

